



BUREAU
INTERNATIONAL
DES DROITS DES ENFANTS

INTERNATIONAL
BUREAU
FOR CHILDREN'S RIGHTS

OFICINA
INTERNACIONAL DE
LOS DERECHOS DEL NIÑO

ANALYSE DES OUTILS DE FORMATION DES FORCES DE SÉCURITÉ AUX DROITS DE L'ENFANT

Projet régional sur la pratique des forces de sécurité en matière de droits
de l'enfant en Afrique francophone

Réalisée par le Bureau international des droits des enfants

Novembre 2011



Remerciements

Le projet de formation des agents des forces de l'ordre aux droits de l'enfant en Afrique francophone est une initiative du Bureau international des droits des enfants (IBCR). Le projet a pu voir le jour grâce à la participation et le soutien de partenaires de tous horizons, à qui l'IBCR aimerait exprimer sa profonde gratitude :

Le bureau de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, pour son soutien financier et logistique, et les bureaux de l'UNICEF dans chacun des pays de la région pour leur collaboration.

Les autorités responsables des écoles de police et de gendarmerie, et les partenaires non gouvernementaux, pour leur adhésion au projet et leur aide dans la collecte d'informations.

Les personnes ressources qui ont apporté une aide inestimable, parmi lesquelles figurent M. Jean-Luc Chauvet et M. Michel Gagnon.

L'équipe de l'IBCR, en particulier Nadja Pollaert, Directrice générale, et Guillaume Landry, Directeur des programmes, pour leur travail de supervision et d'orientation ; Henri Nzedom, Consultant, pour son travail de recherche et de rédaction, ainsi que Laura Moukengue, Laurence Richard, Sébastien Nirhou, Letizia Mantoan et Sabrina Tremblay-Huet, stagiaires au Bureau, pour leurs recherches et assistance.

Sommaire

Remerciements	2
Préface	4
Le Bureau international des droits des enfants (IBCR)	4
Le projet de formation des forces de sécurité aux droits de l'enfant en Afrique francophone	4
L'analyse du matériel de formation	6
1. Résumé exécutif.....	8
a. Synthèse générale	8
b. Recommandations	11
2. Analyse des documents	15
a. Analyse des documents venant des pays participants	15
b. Analyse des documents en provenance d'autres pays	28
Annexes.....	53
▪ Tableau d'analyse des outils de formation	53

Préface

Le Bureau international des droits des enfants (IBCR)

L'IBCR est une organisation internationale non gouvernementale, établie à Montréal depuis sa création en 1994, qui bénéficie d'un statut consultatif dans la catégorie spéciale auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). La mission de l'IBCR est de contribuer au respect et à la promotion des droits de l'enfant, conformément aux engagements prescrits par la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) et ses protocoles facultatifs. L'expertise de l'IBCR réside dans le partage de connaissances et de bonnes pratiques, ainsi que dans le développement d'outils et de modèles ayant pour but d'inspirer la réalisation des droits de l'enfant. L'expertise de l'IBCR vise également à sensibiliser aux droits de l'enfant des individus chargés de prendre des décisions, pour les encourager à adopter des lois et des programmes respectant davantage les droits de l'enfant.

Au cours des dernières années, l'IBCR a contribué, entre autres réalisations, à l'élaboration des Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant des enfants victimes et témoins d'actes criminels, ainsi qu'à leur adoption par le Conseil économique et social des Nations Unies (Résolution 2005/20 de l'ECOSOC). Pour de plus amples informations, veuillez consulter notre site Internet à l'adresse suivante : www.ibcr.org.

Le projet de formation des forces de sécurité aux droits de l'enfant en Afrique francophone

L'analyse des outils de formation des forces de sécurité aux droits de l'enfant fait partie du projet régional sur la pratique des forces de sécurité en matière de droits de l'enfant en Afrique francophone. L'objectif du projet est d'améliorer de façon concrète, durable et mesurable, le respect des droits de l'enfant par les agents des forces de sécurité dans les pays qui participent au projet, en fournissant à ces agents une formation qui leur permette, certes, d'acquérir des connaissances en droits de l'enfant, mais surtout de développer les compétences-clefs requises pour appliquer ces connaissances. Pour y parvenir, le Bureau international des droits des enfants, en collaboration avec l'UNICEF, propose des documents qui seront ultimement mis en application au niveau national dans chaque pays, en passant par des phases pilotes :

- **Une analyse des outils de formation disponibles dans la région et au-delà pour former les forces de sécurité aux droits de l'enfant**
- Une définition des compétences-clefs attendues de la part des forces de sécurité travaillant avec les enfants
- Un cadre de formation des forces de sécurité

Le projet fut lancé en novembre 2009, à l'occasion du 20^e anniversaire de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Francopol et le Bureau international des droits des enfants (IBCR, ou le Bureau) ainsi qu'une dizaine de corps

policiers francophones majoritairement ouest-africains, s'étaient rencontrés à Ouagadougou au Burkina Faso afin de sensibiliser les participants aux droits de l'enfant en général, notamment à l'application du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant dans la pratique policière. Ce colloque avait permis de réaliser, d'une part, que les forces policières semblaient pour la plupart maîtriser le vocabulaire et la terminologie associés aux droits de l'enfant, mais présentaient certaines lacunes quant à leur connaissance de leur signification et de leur application concrète. D'autre part, il s'est avéré que plusieurs forces policières s'étaient engagées à offrir des formations sur les droits de l'enfant, mais ces formations se faisaient à travers des sessions ponctuelles, animées par des consultants externes, non-évaluées, courtes et sans apparent impact quant à l'intégration des droits de l'enfant dans le travail des corps policiers.

Forts de ces observations, l'OIF, Francopol et l'IBCR ont convenu d'organiser une réunion de travail sur la formation policière en Afrique de l'Ouest et du Centre portant sur l'application des normes internationales en matière de justice juvénile, qui s'est déroulée à Cotonou au Bénin les 13, 14 et 15 décembre 2010. L'IBCR proposait comme solution qu'il fallait accompagner dans la durée des formations conséquentes, intégrées et pratiques au sein des écoles de police et de gendarmerie *via* un processus de transfert de connaissances et de suivi afin de parvenir à un résultat concret et durable. Des fondations ont donc été établies lors de cette réunion afin de réaliser un programme plus ambitieux de diffusion et de vulgarisation des normes en matière de protection et de promotion des droits des enfants en contact avec la loi¹.

Par la suite, l'IBCR a travaillé au renforcement de la collaboration avec les écoles de formation de la police et de la gendarmerie dans les pays de la région, et au développement d'un partenariat avec le bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, les bureaux de l'UNICEF dans les pays participants, l'ONG Save the Children Suède, et des ONG locales dans ces pays. Avec le soutien et la collaboration de ces différents acteurs, le projet a maintenant pris une dimension davantage régionale, puisque 14 pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Congo (Brazzaville), la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la République centrafricaine, le Sénégal, le Tchad et le Togo), et Haïti, ont souscrit à l'objectif visé, et participent au projet.

L'IBCR a ensuite organisé, en collaboration avec l'UNICEF et Save the Children Suède, un atelier de haut niveau regroupant une quarantaine d'experts internationaux en droits de l'enfant, à Dakar au Sénégal, du 19 au 23 septembre 2001. L'idée était de rassembler pendant cinq jours un groupe d'experts qui pourrait aider à améliorer et à valider les analyses et propositions réalisées par le Bureau, dans le but de consolider la démarche proposée. Cet exercice prenait tout son sens dans la mesure ces analyses et compilations allaient être présentées aux écoles de police et de gendarmerie lors du troisième atelier

¹ Les enfants en contact avec la loi sont ceux qui sont confrontés, d'une manière ou d'une autre, au système de justice, quel que soit le système en question (criminel, civil ou administratif), et en quelque qualité que ce soit – enfants en conflit avec la loi, enfants victimes et témoins, enfants ayant besoin de mesures de protection et d'assistance. (Définition adaptée du *UNICEF Toolkit on Diversion and Alternatives to Detention*, mis à jour le 28 octobre 2010, et disponible en ligne sur www.unicef.org/tdad/index_56032.html.)

régional qui allait être organisé à Niamey au Niger du 31 octobre au 4 novembre 2011. Fort de l'appui des partenaires Save the Children et l'UNICEF, le Bureau a donc invité des avocats, des juristes, des psychologues, des travailleurs sociaux, des policiers, des gendarmes, des spécialistes de la protection de l'enfant, des représentants des ONG concernées, des fonctionnaires onusiens et des consultants provenant d'une vingtaine de pays, pour faire avancer la réflexion sur une meilleure façon d'aborder la formation des agents des forces de sécurité en matière de droits de l'enfant.

L'étape suivante a consisté à prendre en compte les contributions recueillies au cours de l'atelier de Dakar dans les propositions élaborées par l'IBCR et à préparer une rencontre de validation regroupant les pays participant au projet. Grâce à l'appui renouvelé de l'Organisation internationale de la Francophonie, de l'UNICEF, et du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires religieuses de la République du Niger, la plus forte délégation jamais rassemblée jusqu'ici s'est réunie du 31 octobre au 4 novembre 2011 à Niamey, au Niger dans le cadre du troisième atelier régional sur la formation des policiers et des gendarmes aux droits de l'enfant. Étaient présents plus d'une soixantaine de participants, parmi lesquels les responsables de formation des forces de sécurité venant des pays susmentionnés, ainsi que des représentants de l'UNICEF et de Save the Children Suède. Réalisation majeure de cet atelier, les 15 pays présents ont adopté par consensus les six compétences-clefs qu'avaient entérinés les experts internationaux à Dakar un mois auparavant. Elles constituent donc la norme minimale qui sera maintenant au cœur de la formation des policiers et des gendarmes dans tous les pays participants. L'atelier de Niamey se singularise aussi par l'élaboration et la présentation par chaque délégation nationale, d'un plan d'action pour l'intégration d'une formation initiale portant sur ces compétences-clefs, selon les particularités, dynamiques et projets existants dans chaque pays.

L'équipe de l'IBCR, en collaboration avec les divers partenaires engagés dans le projet, travaille depuis novembre 2011 à appuyer la mise en œuvre des plans d'action nationaux.

L'analyse du matériel de formation

L'analyse du matériel de formation utilisé dans les pays de la région et d'ailleurs est proposée dans deux documents qui se complètent, mais peuvent aussi être consultés séparément : un tableau d'analyse (ci-joint) et un document d'analyse (le présent document).

Le tableau fournit des informations succinctes et structurées à propos des paramètres de base portant sur chacun des documents analysés. Le document d'analyse, quant à lui, propose une étude plus étoffée des outils couverts, à travers un bref résumé de chaque document, une synthèse de l'examen de l'ensemble des outils, et des recommandations.

Certains matériels provenant aussi bien des pays participants que d'autres pays, n'ont pas été inclus dans l'analyse, parce qu'ils ne portent pas sur la formation des policiers et des gendarmes en matière de droits de l'enfant. Il s'agit par exemple des :

- Recueils ou codes qui contiennent une reproduction de textes nationaux, régionaux, ou internationaux (exemple : le code de l'enfant au Bénin, la Loi n° 4-2010 du 14 juin 2010 portant sur la protection de l'enfant au Congo) ;
- Documents de formation d'autres acteurs du système de justice pour enfant, tels les magistrats, ou les travailleurs sociaux ;
- Manuels de procédures destinés aux autres acteurs du système, comme les services sociaux et médicaux (exemple : manuel de procédures pour la prise en charge des enfants victimes de traite au Congo).

Ces outils, bien que portant sur les droits de l'enfant et contribuant à la vulgarisation de ces droits auprès des personnes travaillant dans le domaine de protection de l'enfant, ne rentrent pas dans le cadre du projet.

À l'inverse, certains outils de formation, dont le titre n'indique pas expressément qu'ils sont destinés à la formation des agents de l'ordre aux droits de l'enfant, et dont le thème central n'est pas cette formation, ont été pris en considération dans l'analyse, du moment que leur contenu s'avérait pertinent au projet (exemple : technique de l'enquête de la police judiciaire – Niger). De même, certains documents qui ne sont pas des outils de formation stricto sensu, mais qui participent d'une acquisition ou d'un rappel de connaissances en la matière, ont été pris en compte, à l'exemple des présentations effectuées lors de diverses rencontres ou conférences (Congo : Stage Commissaires de Police), et des dépliants, aide-mémoire à l'intention des agents de l'ordre (Pocket Rights Card for East Timor Police Service, 2 pages).

Dans cette analyse, les termes "document", "outil", et "matériel" sont utilisés indifféremment pour désigner les outils de formation analysés.

1. Résumé exécutif

Cent seize documents provenant de 30 pays de toutes les régions du globe ont été analysés. Quelques-uns n'ont pas été conçus dans le contexte d'un pays ou d'une zone géographique en particulier, et ont une portée générale, à l'exemple de l'outil du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) : Human Rights and Law Enforcement – Trainer's Guide on Human Rights for Police. Certains des outils analysés ont été rédigés en français, d'autres en anglais, d'autres encore en espagnol.

Le résumé exécutif présente une synthèse générale des documents analysés, avant de proposer des recommandations.

a. Synthèse générale

Généralités sur les outils de formation

Les outils analysés ont des **appellations** diverses : guide, module, manuel, mémorandum, etc. Certains sont des documents de formation proprement dits, conçus pour être utilisés de façon récurrente au cours des sessions de formation initiale ou continue, alors que d'autres sont des supports d'exposés présentés au cours de rencontres ponctuelles, telles que des conférences. Leurs **auteurs** sont également variés. Beaucoup d'outils sont le fruit d'un partenariat entre les autorités officielles du pays, une agence des Nations Unies, une ou plusieurs ONG, et dans quelques cas un pays du nord (d'Europe surtout) à travers son ambassade ou l'organe de coopération en place. Certains documents sont l'œuvre de l'une de ces entités. Le matériel ainsi produit est à la disposition des institutions publiques qui peuvent l'utiliser à loisir, quoique, dans quelques cas, il semble que l'ONG reste le dépositaire du document. Quelques-uns des outils ont été produits par une personne physique. S'agissant des **dates de publication**, on retrouve des documents aussi récents que 2011, d'autres qui remontent à l'année 2000, et nombres de documents ne portent aucune date. Certains matériels comptent un peu plus de 200 **pages** quand d'autres en comportent moins d'une dizaine. Certains font partie d'une **série de modules** (Togo : la justice restauratrice/réparatrice des mineurs), alors que d'autres sont des documents isolés. La **durée de la formation** n'est pas indiquée dans tous les documents. Pour ceux qui la mentionnent, la plus brève est de 6 heures et la plus longue est de 2 semaines.

Formateurs et stagiaires

Quelques documents sont conçus pour le participant, mais la majorité sont des documents censés être utilisés par le formateur, même s'ils contiennent des formulaires à faire remplir par les stagiaires. Par ailleurs, les outils recueillis ne comportent pas d'indication sur la sélection du formateur. Pour les documents destinés à être utilisés dans les écoles de formation professionnelle, on peut déduire qu'il s'agira des enseignants habituels, ce qui n'exclut pas la possibilité d'inviter une personne extérieure à l'institution pour animer la formation en tout ou en partie. Quelques documents, enfin, sont des outils de formation des formateurs.

S'agissant des personnes formées, quelques outils couvrent un large public, incluant les agents de l'ordre, les magistrats, les greffiers, les avocats, les assistants sociaux, les autorités traditionnelles ou communautaires (telles que les oulémas en Mauritanie) et même les ONG intervenant dans le système de protection de l'enfant. Pour les outils visant spécifiquement les forces de l'ordre, certains documents sont conçus pour des personnes d'un certain grade, ou exerçant une fonction bien précise. C'est le cas du matériel de formation du Bénin.

Les outils destinés à la formation continue, comme des séminaires par exemple, ne mentionnent pas le processus de sélection des personnes à former. Il s'agit, certes, de personnes intervenant dans le système de justice pour mineurs, mais le matériel ne fait nulle mention des critères de sélection de ces stagiaires

Le contenu des outils

Les dispositions de diverses normes constituent la substance principale des outils examinés. L'analyse du contenu de ces outils a porté sur les droits couverts dans ces outils et sur les compétences qui y sont mentionnées.

Les droits et autres thèmes couverts dans les outils analysés

Les principaux thèmes de formation couverts par les documents analysés sont les droits de l'enfant, les droits de l'homme, et les règles d'enquête.

Parmi les outils qui ont pour thème principal les droits de l'enfant, certains ont une portée générale couvrant les droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels. Quelques-uns de ces matériels indiquent qu'ils seront adaptés par le formateur en fonction de l'audience. D'autres outils se limitent en revanche à des thèmes plus spécifiques, tels que la justice juvénile, la violence à l'encontre des enfants, ou encore l'intérêt supérieur de l'enfant.

La plupart des documents qui ne portent pas uniquement sur les droits de l'enfant (comme ceux qui ont pour thème central la police et les droits de l'homme, ou encore les règles d'enquête) abordent ces droits d'une façon spécifique, en fonction du thème central de l'outil ou de la profession des personnes à former. Ainsi, un document de formation sur les règles d'enquête décrira davantage les façons de traiter l'enfant pendant l'enquête (arrestation, garde à vue, audition, etc.), tandis qu'un document de formation de la police aux droits de l'homme mentionnera les droits du mineur victime d'infraction, et ceux du mineur auteur d'infraction.

Le contenu de la formation portant sur la collaboration et la coordination avec d'autres intervenants du système de justice est généralement bref. Quelques outils font mention des droits qui protègent les agents de l'ordre dans l'exercice de leurs fonctions (Niger : guide en droits de l'homme pour les officiers et les commissaires de police).

Les compétences-clefs dans les outils analysés

Quelques documents envisagent une formation selon l'approche par compétences. C'est le cas des outils de formation obtenus du Québec et de la France.

Mais la majorité du matériel examiné n'adopte pas cette approche. Dans l'énoncé des objectifs, certains outils indiquent que le but de la formation est de permettre aux participants d'acquérir ou de développer les compétences nécessaires à la protection et la promotion des droits de l'enfant. Quelques-uns (tels que le document du Bénin : Module ENSP commissaire de police) offrent une liste de comportements requis de la part des agents. Ces comportements sont similaires à certains de ceux qui sont décrits dans la *définition des compétences-clefs des agents de sécurité travaillant avec les enfants*². Par ailleurs, les exercices pratiques qui sont offerts dans les matériels analysés sont de nature à pouvoir contribuer à l'acquisition ou au développement de ces compétences.

Néanmoins, les outils analysés ont été conçus pour une formation générale ou spécifique aux droits de l'enfant tels que consacrés dans divers normes et instruments, et aucun d'eux ne contient des activités orientées expressément vers l'acquisition ou le développement des compétences.

Méthodologie de la formation

La plupart des matériels comportent un guide comprenant l'un ou plusieurs des éléments suivants : les techniques de formation, l'arrangement de la salle, les documents et équipements nécessaires, la planification horaire, et des indications plus ou moins détaillées sur le déroulement des activités. Ils soulignent également l'importance d'une formation efficace qui mêle théorie et pratique, et qui permette l'implication des participants par des interventions individuelles ou en groupes.

Certains documents indiquent clairement les méthodes de formation proprement dites qui doivent être adoptées, tandis que d'autres restent silencieux sur ce point. Il ressort néanmoins, au vu du contenu et du déroulement de la formation, que les méthodes utilisées incluent les exposés, les discussions et débats, les groupes de travail, les études de cas, les séances de « remue-méninges », les simulations et jeux de rôles, et les auxiliaires audio et visuels. Le choix d'une méthode spécifique dans une session particulière n'est pas souvent explicité. Les visites de terrain sont envisagées dans peu de documents, tout comme l'intervention d'autres professionnels ou d'un enfant pour faire part de leurs expériences sur un point précis ou pour participer aux exercices pratiques.

Les documents adoptent en général l'une de ces deux approches : soit ils énoncent d'abord les droits de l'enfant et les expliquent, puis ils indiquent les textes qui les consacrent, soit ils citent la loi avant de présenter les droits qu'elle défend. Dans un cas comme dans l'autre, il existe peu de différences entre les dispositions textuelles et l'explication qui y est associée, quoique quelques documents présentent des aspects pratiques de l'application des textes, et des distinctions utiles entre des notions voisines. Cela est particulièrement vrai pour les documents qui ont un thème plutôt général, comme les droits de l'homme, ou encore les droits de l'enfant. En revanche, dans les outils qui portent sur un domaine plus

² La définition des compétences-clefs des agents de l'ordre travaillant avec les enfants est l'un des objectifs de ce projet. Ce travail est en cours et une première ébauche a été réalisée par le Bureau international des droits des enfants.

spécifique, les activités d'apprentissage sont moins basées sur les textes de lois. Ces activités ont un aspect plus thématique et des indications plus pratiques, et décrivent, par exemple, la procédure à suivre par l'agent dans des situations bien précises. C'est le cas, par exemple, du document de l'Inde : *Manual for Training Police on Anti Human Trafficking*, qui comporte des études de cas mettant en scène le trafic des enfants.

Évaluations et suivi

La majorité des outils prévoient une vérification des connaissances en cours ou à la fin de la formation pour s'assurer que les personnes formées ont bien assimilé les leçons. Ils envisagent aussi une évaluation de la formation elle-même, par laquelle les participants sont invités à donner leur avis sur la formation et la personne qui la leur a dispensée.

Peu d'outils mentionnent une évaluation de l'impact de la formation sur la performance des agents, ou un mécanisme de rétroaction permettant de recueillir les difficultés ou les particularités rencontrées sur le terrain par les agents une fois formés, et pouvant aboutir à une éventuelle révision de ces outils.

b. Recommandations

Les matériels pris en compte dans cette étude représentent des efforts louables de la part de divers acteurs dans la promotion et la protection des droits de l'enfant, et leurs auteurs et utilisateurs doivent être remerciés et encouragés.

Les recommandations ci-après visent à contribuer au développement d'outils – que ce soit la création de nouveaux documents ou la mise à jour de documents existants – qui pourront offrir aux agents des forces de l'ordre une formation d'une plus grande efficacité, ayant un impact durable et mesurable sur leurs interactions avec les enfants.

Formation séparée sur les droits de l'enfant au sein de la formation normale des agents

Les témoignages recueillis jusqu'ici indiquent qu'il est préférable que les documents et les séances de formation initiale ou continue des agents de l'ordre soient bien distincts de ceux qui portent sur d'autres catégories de droits (droits de la personne, droits de la femme), et de ceux destinés à d'autres professionnels (magistrats, travailleurs sociaux, etc.). Au niveau des institutions de formation des forces de l'ordre (écoles de police et de gendarmerie), il est indispensable que la formation sur les droits de l'enfant fasse partie du curriculum normal et obligatoire, tout en constituant des modules à part. Une formation des forces de l'ordre sur les droits de l'enfant, noyée dans une formation générale aux droits de l'homme, et rassemblant des participants de diverses branches professionnelles, pourrait avoir pour inconvénient de ne pas faire ressortir suffisamment la spécificité et l'importance des droits de l'enfant aux yeux des personnes formées. On court alors le risque de se satisfaire d'avoir dispensé des formations sur les droits de l'enfant, alors même que l'objectif recherché – à savoir : sensibiliser les stagiaires à ces droits et leur permettre d'acquérir les compétences pour les protéger et les promouvoir – n'a pas été atteint.

En outre, la formation continue sur les droits de l'enfant devrait être intégrée au déroulement de la carrière normale des agents. Elle devrait être obligatoire, dispensée régulièrement au cours de la

carrière, et le suivi de la formation pourrait être conditionnel de l'attribution de certaines primes et promotions.

Formation visant le développement des compétences

Afin de conférer à cette formation une plus grande efficacité, il conviendrait de concevoir un outil de formation des agents de maintien de l'ordre travaillant avec les enfants visant à développer les compétences de ces agents. Ces compétences ont été identifiées dans la *définition des compétences-clefs des agents de l'ordre travaillant avec les enfants*³. Il faut donc veiller à bien identifier les notions et compétences à maîtriser avant de donner la formation, de façon à ce que l'acquisition du savoir-faire se fasse effectivement grâce à la formation. À cette fin, l'outil de formation devrait être développé suivant les techniques de formation pour adultes. Les techniques ci-après ont été identifiées comme étant particulièrement appropriées et efficaces dès lors qu'il s'agit d'initier un public adulte aux droits de l'homme : groupes de travail, causeries-débats, études de cas, discussions de groupe, tables rondes, séances de « remue-méninges » (*brainstorming*), simulation et jeux de rôles, tournées d'inspection, travaux pratiques (impliquant notamment l'élaboration de programmes de cours, de directives permanentes, de codes de conduite, de rapports, etc.) et auxiliaires visuels⁴.

Un outil de formation devrait donc inclure les éléments suivants :

Contenu de la formation

- Rappeler brièvement la législation – au besoin la résumer ou la paraphraser en veillant à rester fidèle au texte – les dispositions en question pourront toujours être lues intégralement lors du déroulement de la formation ;
- Fournir des exemples pour illustrer les notions ambiguës ou obscures, faire la distinction entre des notions voisines ;
- Énumérer et expliquer les compétences-clefs requises de la part des agents pour le respect des droits de l'enfant ;
- Prévoir des activités pratiques conçues pour permettre l'acquisition et le développement de ces compétences ;
- Indiquer de façon explicite le comportement attendu et les actes à accomplir par l'agent ;
- Veiller à couvrir les processus de collaboration et de coordination des agents de l'ordre avec d'autres services, en fonction du thème de la formation.

Méthodologie de la formation

- Indiquer les méthodes de formation retenues pour chaque session. Les méthodes pratiques devraient être choisies judicieusement, en fonction des types de compétences visées. Par exemple, une simulation pourrait être prévue pour la compétence *interaction et communication avec les*

³ Voir note de bas de page n° 1.

⁴ Pour plus d'informations et des conseils pratiques quant à l'utilisation de ces techniques, voir OHCDH 2003, série sur la formation professionnelle n° 5/Add.2, droits de l'homme et application des lois, guide de formation aux droits de l'homme à l'intention des services de police, p. 6, disponible en ligne à l'adresse suivante : www.ohchr.org/Documents/Publications/training5Add2fr.pdf.

enfants, tandis qu'une étude de cas pourrait être plus appropriée pour la compétence *collaboration et coordination avec d'autres intervenants*⁵ ;

- Inclure la participation de personnes externes pour que les stagiaires bénéficient de leurs expériences (enfants ayant ou non un passé avec le système, magistrats, avocats, travailleurs sociaux, personnels d'ONG, agents de l'ordre venant d'autres juridictions ou d'autres services, etc.).

Sélection des formateurs et stagiaires

Les outils de formation continue devraient indiquer les modalités de sélection et le profil-type des participants. Les modalités peuvent être variées et se combiner, et inclure, par exemple, l'expression de besoins volontaire par les agents ou la désignation par les responsables d'unité, les résolutions faisant suite à des constats ou à des évaluations annuelles du personnel, etc. Des critères pertinents devraient aussi être pris en considération pour choisir les personnes à former. La sélection devrait, par exemple, tenir compte de l'unité d'affectation des personnes choisies, de leurs attributions réelles, de leur degré de mobilité à l'intérieur du service ou du pays, de la possibilité pour elles de retransmettre les apprentissages, et des pré-requis spécifiques (études et diplômes, expérience professionnelle). Une formation reste nécessaire pour tous les agents, et devrait être adaptée au niveau et aux responsabilités de chacun.

Les matériels de formation devraient également fournir des indications quant aux personnes habilitées à dispenser la formation : nombre de formateurs, leurs qualifications, etc. Ces indications devraient bien entendu tenir compte du thème de la formation, de la qualité et du nombre des stagiaires, de la durée de la formation, etc. Il est par conséquent nécessaire de prévoir des cadres de formation des formateurs. Les formateurs devraient être du même corps de métier que les stagiaires. En effet, l'expérience montre que la méthode « collégiale » (des policiers parlant à des policiers) donne de bien meilleurs résultats qu'un cours magistral dispensé par un professeur à des élèves⁶. Ceci n'exclut pas le recours à des praticiens relevant d'autres branches professionnelles pour apporter un éclairage sur des points spécifiques.

Évaluations et suivi

Il est nécessaire que le matériel de formation comporte une évaluation des connaissances au début et à la fin de chaque chapitre ou section, en fonction du programme de la formation, et une évaluation de la formation à la fin de la session pour recueillir les impressions des participants. L'outil devrait, en outre, envisager un mécanisme de suivi permettant de faire remonter des informations de la part des agents une fois formés (impressions et difficultés, rencontres sur le terrain), et de mesurer l'impact de la formation sur leur travail. L'impact de la formation devrait toujours être évalué pour les formations ponctuelles ayant été organisées suite à un événement déclencheur (constat, statistiques, ou résultat d'enquêtes), afin, justement, de mesurer le changement que la formation aura permis d'apporter. Ce mécanisme pourrait prendre plusieurs modalités, par exemple : une réunion périodique des personnes

⁵ Compétences listées dans l'ébauche de définition des compétences-clefs des agents de l'ordre travaillant avec les enfants.

⁶ OHCDH 2003, série sur la formation professionnelle n° 5/Add.2, *op. cit.*, page 3.

impliquées dans la formation, combinée avec une consultation des rapports périodiques et des statistiques.

Toutes ces informations devraient par la suite être prises en compte lors de la rédaction de nouveaux documents de formation.

Références

Au moment de rédiger un nouveau document de formation ou de mettre à jour du matériel existant, il faudrait non seulement se référer aux normes légales en vigueur, mais aussi consulter les outils existants sur le thème considéré ou sur des thèmes connexes, ceci afin de profiter des expériences en la matière. Il va sans dire que les autorisations préalables devront être obtenues, le cas échéant.

Pour les sujets connexes qui ne sont pas traités dans le document, il serait utile d'indiquer les outils qui les couvrent, même s'ils sont l'œuvre d'autres auteurs, en indiquant si possible les moyens de se les procurer. Par exemple, un document qui se limite à la formation des agents de niveau 1, ou à une formation sur les droits des enfants victimes, pourrait indiquer où trouver des ressources pour la formation des agents de niveau 2, ou pour une formation sur les droits des enfants en conflit avec la loi.

Autres éléments de forme

Les documents à distribuer ne devraient pas être trop volumineux, pour ne pas intimider ou décourager les participants lorsqu'ils seront amenés à les consulter ultérieurement. Le maximum devrait être d'une centaine de pages. Un outil de formation devrait toujours porter la date ou l'année de sa conception ou de sa publication. Cela permettrait à tout utilisateur de déterminer rapidement si l'outil est à jour au regard des normes en vigueur. Un guide d'utilisation devrait aussi être fourni dans un document de formation, quel que soit son destinataire. L'outil de formation pourrait aussi contenir un formulaire à faire signer aux participants, par lequel ils s'engageraient à suivre la formation de façon assidue, et à mettre en application les enseignements reçus.

2. Analyse des documents

Parmi les outils retenus dans l'analyse, 40 proviennent des pays africains prenant part au projet, tandis que 76 sont issus d'autres pays et régions, soit un total de 116 documents parmi lesquels des guides de référence.

L'analyse individuelle des outils proposée ci-après est une ébauche qui sera affinée en tenant compte des observations et commentaires recueillies au cours de l'atelier.

a. Analyse des documents venant des pays participants

Bénin		✓ : Point positif	➤ : À améliorer
Titre :	Guide du formateur pour les agents de police et de gendarmerie		
Auteurs :	Gouvernement du Bénin/UNICEF		
Date :	Nombre de pages : 9		
<p>Conçu pour une formation initiale de 30 heures des agents de police et de gendarmerie sur les droits et la protection du mineur, le contenu de ce document porte sur la définition, la psychologie et les besoins des enfants. Il fait référence aux instruments nationaux, régionaux et internationaux. Il donne des exemples pratiques, et constitue un guide de base de plusieurs⁷ modules de formation. Une évaluation des connaissances et de la formation est prévue dans l'outil.</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Bonnes recommandations pour une bonne audition de l'enfant.➤ Offrir davantage d'orientations pédagogiques.			
Titre :	Module ENSP commissaire de police		
Auteurs :	UNICEF/Coopération Française/Ministères en charge des Droits de l'Homme, de la Défense nationale, de l'Intérieur, de la Santé, de l'Enseignement		
Date :	Nombre de pages : 82		
<p>Ce guide du formateur prévoit une formation de 30 heures pour les commissaires de police en fin de formation initiale. Le document traite de la nature, la psychologie et les besoins des enfants en matière de justice et comprend beaucoup d'informations sur le cadre juridique national, régional, international concernant les droits des enfants. Le document comprend un guide d'utilisation ainsi que des exercices pratiques. Une évaluation des connaissances et de la formation est également prévue.</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Présentation des dispositions, textes juridiques nationaux, régionaux et internationaux sur les enfants.✓ Section sur les leçons apprises et résumé des bonnes pratiques.➤ Offrir davantage d'exemples concrets et pratiques pour chaque section.			

⁷ Le document indique que « près de dix modules de formation par école et par niveau ont été élaborés », mais seuls quatre modules ont été reçus, et sont analysés ici à la suite de ce premier module.

Titre : **Module Gendarmerie Brevet de commandant de brigade – ENG**

Auteurs : **UNICEF/Coopération Française/Ministères en charge des Droits de l'Homme, de la Défense nationale, de l'Intérieur, de la Santé, de l'Enseignement**

Date : Nombre de pages : **67**

Ce guide du formateur offre une formation de 30 heures aux gendarmes en stage d'officier de police judiciaire et de brevet de commandant de brigade de l'École Nationale de Gendarmerie sur les droits des enfants, ainsi que sur leurs besoins spécifiques lorsqu'ils font face à la justice. Le guide comporte une section sur la nature et la psychologie des enfants, ainsi qu'une section élaborée sur les différents instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux en la matière.

- ✓ Présentation des dispositions des textes juridiques nationaux, régionaux et internationaux sur les enfants, ainsi que du cadre institutionnel.
- Offrir davantage d'exemples concrets et pratiques pour chaque section.

Titre : **Module police – niveau 1 – ENP**

Auteurs : **UNICEF/Coopération Française/Ministères en charge des Droits de l'Homme, de la Défense nationale, de l'Intérieur, de la Santé, de l'Enseignement**

Date : Nombre de pages : **56**

Ce document fait partie d'une série de modules assurant une formation de 30 heures aux policiers en formation initiale. Il comprend une section sur les normes internationales, régionales ainsi que les lois nationales concernant les enfants, de même qu'un chapitre sur les besoins et la psychologie des enfants dans les processus judiciaires. Le document comporte un guide d'utilisation ainsi que des exercices pratiques, et une évaluation des connaissances et de la formation est prévue.

- ✓ Présentation des dispositions juridiques des textes nationaux, régionaux et internationaux sur les enfants, ainsi que du cadre institutionnel.
- Offrir davantage d'exemples concrets et pratiques pour chaque section.

Titre : **Module police – niveau 2 – ENP**

Auteurs : **UNICEF/Coopération Française/Ministères en charge des Droits de l'Homme, de la Défense nationale, de l'Intérieur, de la Santé, de l'Enseignement**

Date : Nombre de pages : **67**

Ce module du formateur est destiné à la formation des policiers en stage d'officier de police judiciaire de l'ENP (niveau 2), pour une durée de 30 heures. Il passe en revue la nature, la psychologie et les besoins des enfants, et comporte de larges développements sur les droits, y compris en matière de justice.

- ✓ Prévoit des visites de terrain.
- Offrir davantage d'exemples concrets et pratiques pour chaque section.

Titre : **Atelier de formation sur la politique et les procédures de protection judiciaire des enfants**
(Porto-Novo, Lokossa, Parakou, Cotonou ; du 20 juin au 4 juillet 2011) – Communications du
Docteur Sodjiedo Hounton Rita-Félicité, Magistrat

Auteurs : **Docteur Sodjiedo Hounton Rita-Félicité, Magistrat**

Date : **2011** **Nombre de pages :** **57**

Ce document a été produit à l'occasion de la tenue d'un atelier de formation continue d'une durée de deux semaines portant sur le cadre juridique et institutionnel des droits des enfants à l'intérieur du système de justice. Les instruments nationaux, régionaux et internationaux y sont d'abord présentés, suivis d'une formation plus pratique sur les techniques utilisées pour l'ensemble des processus judiciaires auxquels peut faire face un enfant.

- ✓ Sessions prévues afin de discuter des problématiques rencontrées et des bonnes pratiques.
- Illustrer la théorie par des exemples et des cas concrets.

Titre : **Atelier de formation sur la politique et les procédures de protection judiciaire des enfants**
(Porto-Novo, Lokossa, Parakou, Cotonou ; du 20 juin au 4 juillet 2011) – Compilation des
différents modules préparés par Me Francois Mactar Diassi, avocat au barreau du Sénégal

Auteurs : **Me Francois Mactar Diassi**

Date : **2011** **Nombre de pages :** **97**

Après avoir présenté le calendrier, le document propose une compilation des modules préparés par l'auteur pour un atelier de formation continue d'une durée de deux semaines⁸. Ces modules contiennent essentiellement des dispositions, des normes et des instruments juridiques régionaux et internationaux concernant les droits de l'enfant, accompagnés de commentaires explicatifs. Le document comporte également une section sur le rôle joué par les différents acteurs intervenant auprès des enfants lors de procédures judiciaires, ainsi que les techniques d'identification et de prise en charge des enfants.

- ✓ L'atelier présente quelques conseils pratiques pour une bonne audition de l'enfant.
- Ajouter des exercices pratiques.

Titre : **Projet d'appui au secteur de la justice -Répertoire des outils de formation et de vulgarisation en matière de droit et justice.**

Auteurs : **Moussou Théonas et son équipe de mission**

Date : **Nombre de pages :** **59**

Ce document qui pourrait servir pour la formation continue a pour objectif d'aider le projet d'appui au secteur de la justice (PASJ) à déterminer des thèmes et des canevas devant servir aux diverses activités de formation, vulgarisation et sensibilisation, en matière de justice et des droits de l'enfant. Ce rapport, qui se présente sous forme de répertoire, contient une introduction générale comportant les objectifs de la mission, la méthodologie suivie, les résultats obtenus, y compris une analyse et une proposition de thèmes et de canevas pour l'élaboration d'outils de formation et de vulgarisation du droit au Bénin. Un bref rappel des normes internationales et nationales est fait.

Aucun élément de méthodologie de formation ne ressort de ce document en particulier.

- ✓ Élaboration d'outils de formation et de vulgarisation en matière des droits des enfants.
- Ne prévoit pas d'exemples et des exercices pratiques.

⁸ Le document mentionne une formation allant du 20 juin au 3 juillet 2011, mais le calendrier comporte 3 jours.

Titre : Module de formation sur les droits de l'enfant dans les écoles professionnelles**Auteurs : Secrétariat permanent du Comité national chargé du suivi et de l'évaluation du plan d'action national pour l'enfance (SP-PAN/Enfance)/UNICEF**Date : Nombre de pages : **91**

Destiné à la formation initiale des élèves et stagiaires des écoles professionnelles de police, de gendarmerie et de magistrature aux droits de l'enfant, ce guide du formateur couvre la nature, la psychologie et les besoins des enfants. Il contient beaucoup de développements sur les droits de l'enfant, y compris en matière de justice, avec des cas pratiques, et la durée de la formation est de 28 heures. Les textes nationaux, régionaux et internationaux y sont référencés. Ce document prévoit une évaluation des connaissances à la fin de la formation.

- ✓ Guide d'action pédagogique contenu dans chaque séquence, ce qui facilite la tâche du formateur.
- Préciser les rôles spécifiques des différents intervenants dans le système de justice.

Titre : Techniques d'enquête impliquant les mineurs et les femmes**Auteurs : Ministère de la Sécurité/UNICEF**Date : **2009** Nombre de pages : **93**

Cet outil du formateur sert à la formation initiale des élèves policiers et gendarmes destinés à devenir des officiers de police judiciaire. Il contient un rappel des lois et une description des procédures d'enquête, en précisant les droits de l'enfant dans ces procédures. Il fait référence aux instruments nationaux, régionaux et internationaux.

- ✓ Présence d'un exemplaire de rapport d'enquête de moralité.
- Inclure des exemples et exercices pratiques.

Titre : Techniques d'enquête impliquant les mineurs et les femmes victimes de violence**Auteurs : Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité/UNICEF**Date : **2011** Nombre de pages : **123**

Ce document ayant pour objectif d'améliorer les connaissances des acteurs qui interviennent en droit des enfants doit servir à la formation initiale des policiers et des gendarmes. Cette formation consiste donc en un rappel des lois et une description des procédures d'enquête dans des cas impliquant un enfant. Les textes juridiques nationaux, régionaux et internationaux sont abordés dans le document. Des exercices pratiques sont prévus.

- ✓ Description des procédures en tenant compte des besoins spécifiques des enfants.
- ✓ Présence d'un exemplaire de rapport d'enquête de moralité.
- Inclure des exemples et exercices pratiques.

Titre : **Guide des droits de l'enfant**

Auteurs : **Secrétariat permanent du plan d'action national pour l'enfance (SP-PAN/Enfance)/UNICEF**

Date : **2000**

Nombre de pages : **153**

Ce guide s'adresse à quiconque souhaite s'informer et comprendre le droit des enfants, y compris les enfants eux-mêmes. Il s'agit d'une explication de tous les droits des enfants retrouvés dans les textes internationaux et dans les lois nationales. Le document comprend un guide d'utilisation, ainsi que des exercices pratiques pour évaluer les connaissances.

- ✓ Guide illustré, agréable à utiliser.
- Mettre à jour et ajouter des exercices pratiques.

Congo

✓ : Point positif

➤ : À améliorer

Titre : **Stage commissaires de police**

Auteurs : **École Nationale Supérieure de Police/Association la Voix du Cœur/Mme Jocelyne Milandou, Magistrate**

Date : **2009**

Nombre de pages : **23**

Utilisés pour former des commissaires de police en stage, ces documents, parmi lesquels figurent des extraits de cours, de législation, et des transcriptions de conférence, portent sur la prostitution, (définition, types, lois applicables), les enfants de la rue (définition, origines, solutions possibles), et contiennent aussi des extraits de droit pénal général sur les mineurs.

- ✓ Intervention de professionnels externes pour partager leur expérience.
- Les regrouper en un document de formation complet.

Côte d'Ivoire

✓ : Point positif

➤ : À améliorer

Titre : **La Protection des mineurs dans les postes de police – Formation des officiers de police judiciaire**

Auteurs : **Bureau International Catholique pour l'Enfance**

Date : **2008**

Nombre de pages : **36**

Il s'agit d'un document de formation continue destiné aux officiers de police judiciaire, qui aborde la question de la nature, de la psychologie et des besoins des enfants lors des procédures judiciaires, et qui explique les développements en matière de justice et de droits des enfants. On y mentionne les textes juridiques nationaux, régionaux et internationaux.

- ✓ Module complet sur la protection psychosociale des enfants, incluant des conseils pour une bonne écoute des enfants.
- Ajouter des exercices pratiques.

Gabon	✓ : Point positif	➤ : À améliorer
Titre : Manuel national des procédures de prise en charge des enfants victimes de traite		
Auteurs : République gabonaise/UNICEF		
Date :	Nombre de pages : 36	
<p>Conçu à l'intention de tous les intervenants dans la prise en charge des enfants victimes de traite, cet outil a pour objectif de guider l'action de ces professionnels dans la protection et de l'assistance des enfants victimes de traite. Il composé de 4 parties qui sont: principes généraux, définitions, structures compétentes, et procédures de prise en charge. Il reprend les principes et les droits tels que mentionnés dans les textes internationaux, puis aborde les procédures en mettant l'accent sur les interactions avec l'enfant et les méthodes de le secourir.</p>		

Guinée	✓ : Point positif	➤ : À améliorer
Titre : Sensibilisation à la prise en compte des mineurs – Manuel d'aide pédagogique, stage « formation de formateur »		
Auteurs : Terre des Hommes		
Date : 2011	Nombre de pages : 138	
<p>Ce manuel est un outil pédagogique destiné aux formateurs qui assureront à leur tour la formation des policiers. Le stage est d'une durée de 3 jours, et aborde les textes nationaux, régionaux et internationaux portant sur les droits des enfants, ainsi que les développements sur les droits des enfants dans le système judiciaire. Un guide d'utilisation ainsi que des exercices pratiques sont prévus dans le manuel.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Section sur l'éthique et la déontologie dans le travail de policier. ➤ Offrir davantage d'informations complémentaires et de réponses aux questions posées sur les diapositives, afin de permettre aux futurs formateurs de répondre aux questions lors de la formation. 		
Titre : Brochure pédagogique – Manuel de formation		
Auteurs : Terre des Hommes		
Date : 2011	Nombre de pages : 64	
<p>Cette brochure complète le Manuel d'aide pédagogique et présente un contenu strictement pédagogique pour apprendre à donner une formation. Ce document comprend un guide d'utilisation, des exercices pratiques, ainsi qu'une évaluation des connaissances et de la formation.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentation de différentes méthodes pédagogiques : simulation, démonstration, « remue-ménings » (<i>brainstorming</i>). ➤ Proposer un planning de formation avec la durée. 		
Titre : Le policier ami des enfants		
Auteurs : Sabou Guinée, Terre des Hommes, aide à l'enfance, Ministère de l'intérieur et de la Sécurité		
Date :	Nombre de pages : 39	

Ce document a été édité sous forme de carnet à l'intention des cadres et agents de la police nationale. Cet outil doit permettre d'assurer le renforcement des capacités des agents. Ce carnet se présente à la fois comme un recueil de textes juridiques et un carnet d'adresses. Aussi, il présente les dispositions pertinentes des instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux en matière de droits de l'enfant.

Aucune information relative à la méthodologie de formation n'est mentionnée.

- Cet outil peut servir d'aide mémoire sur le terrain.
- Absence de la date de publication.

Mali	✓ : Point positif	➤ : À améliorer
<p>Titre : Guide du formateur sur la Convention relative aux droits de l'enfant</p> <p>Auteurs : Mali/UNICEF</p> <p>Date : 2004 Nombre de pages : 204</p>		
<p>Ce guide du formateur offre une formation de 35 heures dans le but de vulgariser le contenu de la Convention relative aux droits de l'enfant et de faire connaître sa mise en œuvre au Mali. La formation aborde autant les lois nationales que les normes régionales et le droit international. Un guide d'utilisation est inclus dans le document, ainsi que des exercices pratiques et des exemples. Une évaluation des connaissances et de la formation est également prévue.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Jeu de rôle pour s'assurer de la bonne compréhension de l'application de la Convention au Mali et analyse critique de son application. ✓ Conseils pédagogiques axés sur la participation et les exercices pratiques. ➤ Envisager un suivi après la formation. 		
<p>Titre : La Justice pour mineurs – Guide du formateur sur la justice juvénile</p> <p>Auteurs : UNICEF</p> <p>Date : Nombre de pages : 239</p>		
<p>Ce guide s'adresse aux formateurs du personnel de justice pour les mineurs et prévoit une formation à la fois théorique et pratique de 4 jours sur la justice juvénile et les droits des enfants tels que prévus dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Le droit régional et national y est également abordé. Il peut s'agir d'une formation initiale ou continue. Des exercices pratiques sont prévus à l'intérieur du guide.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le document fournit un exemple d'étude de cas afin d'être en mesure d'identifier les problèmes et difficultés rencontrés dans la pratique. ➤ Inclure une évaluation des connaissances, et préciser la date de publication. 		

Mauritanie	✓ : Point positif	➤ : À améliorer
<p>Titre : Introduction aux principes de protection des enfants en conflit avec la Loi en Mauritanie – Atelier de formation sur la protection pénale de l'enfant</p> <p>Auteurs : Terre des Hommes</p> <p>Date : Nombre de pages : 80</p>		

Titre : Module de formation d'Officiers et Agents de Police Judiciaire sur les droits et la protection des enfants

Auteurs : **Amadou Sall -Terre des Hommes**

Date : **2008** Nombre de pages : **21**

Ce document de formation continue est destiné aux officiers et agents de police judiciaire. Il vise le renforcement des capacités des officiers et agents de Police judiciaire. Le contenu du document traite essentiellement des sujets suivants : la collaboration entre Services de Police Judiciaire et les organisations de protection de l'Enfant, les normes juridiques internationales, l'interpellation des mineurs, la phase d'enquête préliminaire ainsi que les mesures alternatives. Aussi, il est fait référence aux textes nationaux, régionaux et internationaux.

La méthodologie employée pour cette formation semble être celle d'un exposé magistrale.

- ✓ Section portant sur la perquisition, la garde à vue, la conduite de l'audition des mineurs
- ✓ Expose les qualités requises de l'officier de police judiciaire
- Absence d'exemples concrets et d'exercices pratiques

Titre : Rapport d'évaluation de l'application de l'ordonnance portant protection pénale de l'enfant en Mauritanie

Auteurs : **Maître Mactar Diassi**

Date : **2009** Nombre de pages : **32**

Ce rapport d'évaluation vise essentiellement l'amélioration de la mise en oeuvre de l'ordonnance portant protection pénale de l'enfant en Mauritanie. Le document aborde le phénomène de l'inadaptation sociale des mineurs et ses manifestations ainsi que le traitement judiciaire des mineurs en conflit avec la loi dans les différentes wilayas. Il s'intéresse aussi aux aspects juridictionnels et institutionnels de la protection des droits de l'enfant. Il est fait référence aux textes nationaux et internationaux.

Aucun élément de méthodologie ne peut être dégagé de ce document.

- ✓ Dresse un état des lieux détaillé de l'application de l'ordonnance et du système de justice juvénile en général et propose des voies d'amélioration.
- Mise en forme du document qui pourrait être amélioré

Titre : 20 services à prévoir pour les enfants transitant par la BSCM

Auteurs :

Date : Nombre de pages : **2**

Ce document expose les 20 services à prévoir pour les mineurs transitant par la BSCM. Aucun élément de méthodologie ne peut être relevé dans ce document.

- ✓ Il énonce notamment les règles de procédure et les garanties lors de la prise en charge de ces enfants.
- La date de publication et la source du document ne sont pas mentionnées

Titre : Règles de bonne pratique concernant la protection des droits des enfants victimes et des enfants témoins

Auteurs : **Terre des Hommes**

Date : Nombre de pages : **2**

Ce document synthétique présente les bonnes pratiques concernant la protection des enfants victimes et des enfants témoins.

Il n'est pas fait mention de la méthodologie dans ce document.

- ✓ Document qui se présente sous la forme d'une feuille de route énonçant les bonnes pratiques en matière de protection des enfants victimes et des enfants témoins.
- L'utilisateur et la date de publication ne figure pas sur le document.

Niger		✓ : Point positif	➤ : À améliorer
Titre :	Guide en droits de l'homme à l'usage des inspecteurs de police et des gardiens de la paix		
Auteurs :	Direction de l'école nationale de policee/Institut Danois des Droits de l'Homme		
Date :	2009	Nombre de pages :	44
<p>Outil pratique de travail sur le terrain, ce petit livret de poche est un extrait du manuel de formation en droits de l'homme à l'usage de la police nationale, et s'adresse aux inspecteurs de police et aux gardiens de la paix. Il contient la définition de l'enfant et un rappel de ses principaux droits.</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Outil d'utilisation personnelle.➤ Prévoir un document séparé consacré aux droits de l'enfant.			
Titre :	Manuel de formation en droits de l'homme à l'usage de la police nationale		
Auteurs :	Institut Danois des Droits de l'Homme/Coopération danoise (DANIDA)/Université Abdou Moumouni/Police Nationale		
Date :	2006	Nombre de pages :	178
<p>Conçu pour la formation des fonctionnaires de police en droits humains, cet outil du formateur donne la définition de l'enfant et rappelle ses principaux droits. Il fait référence aux instruments nationaux, régionaux et internationaux, et est complété par 2 guides.</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Guide d'utilisation inclus.➤ Proposer une durée pour la formation.			
Titre :	Technique de l'enquête de la police judiciaire		
Auteurs :	Direction de l'École Nationale de Police/Institut Danois des Droits de l'Homme		
Date :	2009	Nombre de pages :	92
<p>Le document s'adresse aux formateurs et a pour objectif de décrire les règles gouvernant la conduite d'une enquête de police judiciaire et d'intégrer les droits humains au curriculum des officiers de police judiciaire lors de leur formation initiale. Les textes nationaux, régionaux et internationaux sur les droits des enfants y sont présentés.</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Prise en compte des droits de l'enfant dans le cadre de l'enquête judiciaire.➤ Illustrer avec des exemples et des cas pratiques.			
Titre :	Guide en droits de l'homme pour les officiers et les commissaires de police		
Auteurs :	Direction de l'École nationale de police/Institut Danois des Droits de l'Homme		
Date :		Nombre de pages :	12
<p>Destiné aux officiers et aux commissaires de police, ce guide de poche, extrait du Manuel de formation en droits de l'homme à l'usage de la police se veut un document de référence sur les principaux droits</p>			

de l'enfant. Il comprend une définition de l'enfant, ainsi qu'un rappel des principaux instruments nationaux, régionaux et internationaux en matière de droit des enfants, et des conseils sur l'application de ces droits dans la pratique. Il comporte également un guide d'utilisation.

- ✓ Court document de référence rappelant les éléments à prendre en compte lors d'une intervention impliquant un enfant.
- Concevoir un document consacré uniquement aux droits de l'enfant.

Titre : Guide de formation sur les droits et la protection de l'enfant à l'usage de la police nationale

Auteurs : Police nationale/UNICEF/Save the Children Suède/École Instrument de Paix (EIP-Niger)

Date : 2008

Nombre de pages : 74 (version électronique), 107 (version papier)

Ce guide s'adresse aux formateurs du personnel policier pour une formation initiale ou continue sur nature, la psychologie et les besoins des enfants. Il comprend également beaucoup d'informations sur les droits des enfants en matière de justice, et présente les textes de loi nationaux, régionaux et internationaux. Un guide d'utilisation et des exercices pratiques sont inclus dans la formation.

- ✓ Présentation de l'ensemble des situations dans lesquelles un enfant est susceptible d'être victime de violence, ainsi que des causes et des façons de lutter contre ces situations.
- ✓ Conseils sur les comportements à proscrire par les agents de police.
- Illustrer avec davantage d'exemples et de cas pratiques.

Sénégal

✓ : Point positif

➤ : À améliorer

Titre : La détermination de l'intérêt supérieur dans les mesures d'assistance et de protection des enfants victimes de traite – Présenté par Enyo Gbedemah, Dakar 20 janvier 2011

Auteurs : Save the Children

Date : 2011

Nombre de pages : 22

Cette formation aborde la question de l'intérêt supérieur de l'enfant, l'un des principes fondamentaux de la Convention relative aux droits de l'enfant. Le document comprend une définition du concept ainsi qu'une description de la façon de procéder pour déterminer l'intérêt supérieur de l'enfant. Il s'agit de la transcription sous format PDF, d'une présentation.

- ✓ Présente les éléments-clefs de la démarche à suivre.
- Illustrer par des exemples et des cas pratiques.

Tchad

✓ : Point positif

➤ : À améliorer

Titre : Guide à l'usage des formateurs sur la Convention relative aux droits de l'enfant

Auteurs : République du Tchad, Ministère de l'action sociale et de la famille/UNICEF

Date : 2006

Nombre de pages : 134

Ce guide est destiné aux magistrats, aux auxiliaires de justice ainsi qu'aux travailleurs sociaux et vise à renforcer leurs connaissances sur la protection de l'enfant et la justice juvénile, dans le cadre d'une formation continue. Il s'agit d'un outil pédagogique qui présente le rôle des différents acteurs face aux enfants en conflit avec la loi. Les textes juridiques nationaux et internationaux y sont présentés. Le document inclut un guide d'utilisation.

- ✓ Fiche sur l'écoute active et l'appui psychosocial en phase policière.
- ✓ Indication explicite du rôle des agents.
- Inclure des exercices pratiques, et mentionner la date de publication.

Titre : **La justice restauratrice/réparatrice des mineurs**

Auteurs : **Bureau International Catholique pour l'Enfance (BICE)**

Date : Nombre de pages : **28**

Ce document PowerPoint fait partie d'une série de présentations portant sur la justice restauratrice et réparatrice des mineurs. Elle présente une définition de la justice pour les mineurs, de ses principes, ainsi que du système et de l'approche en place en la matière, en fonction de la Convention relative aux droits de l'enfant.

- ✓ Revue des possibilités permettant de réaliser une justice restauratrice/réparatrice pour les infractions juvéniles.
- Présenter le droit national et régional et en vigueur.

Titre : **L'agent pénitentiaire et l'enfant : quelles relations ?**

Auteurs : **Bureau International Catholique pour l'Enfance (BICE)**

Date : Nombre de pages : **14**

Cette présentation s'adresse aux officiers de police judiciaire et a pour objectif de leur faire connaître les circonstances dans lesquelles un agent pénitentiaire peut entrer en relation avec un enfant et quel devoir il a envers cet enfant. Le rôle des officiers est présenté comme un rôle de soutien et d'accompagnement de l'enfant dans la procédure judiciaire. Le droit national et international y est présenté.

- ✓ Vision positive du rôle que doit exercer l'officier de police envers les enfants
- Offrir davantage de conseils pratiques sur la façon de jouer ce rôle.

Titre : **(Titre non disponible, page de couverture manquante)**

Auteurs : **(Auteur inconnu, page de couverture manquante)**

Date : Nombre de pages : **6**

Ce document présente les thèmes et les objectifs de la formation d'une durée de 13 heures (niveaux 1 et 2) ou de 20 heures (niveau 3) pour les policiers et les forces de sécurité. La formation prévoit une explication théorique sur le développement, les besoins et les droits de l'enfant, ainsi que sur le contexte humanitaire. Le document inclut des indications d'utilisation pour la formation. Les instruments nationaux, régionaux et internationaux sur les droits des enfants sont mentionnés.

- ✓ Indication des volumes horaires de la formation en fonction du grade.
- Élaborer davantage le contenu du document.

b. Analyse des documents en provenance d'autres pays

Général	✓ : Point positif	➤ : À améliorer
<p>Titre : Police Training Toolkit – Training Manual for the Police on Child Rights and Child Protection : Lessons learned and Manual</p> <p>Auteurs : Marie Wernhamm, Savina Geerinckx et Elanor Jackson/Consortium for Street Children/Foreign and Commonwealth Office</p> <p>Date : Mars 2005 Nombre de pages : 166</p>		
<p>Ce document destiné aux responsables de formation dans les écoles de police et dans les ONG impliquées dans la formation des policiers prévoit une formation d'une demie à 5 journées. Il s'agit d'un outil à la fois théorique et pratique, visant à former les policiers à la justice juvénile, aux droits des enfants, ainsi qu'au comportement attendu des policiers en fonction des principes-clefs de la Convention relative aux droits de l'enfant. Il y inclut donc des exercices et des mises en situation. Le document comporte également un guide d'utilisation et prévoit une évaluation de la formation et de l'impact de cette formation sur la pratique.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Axé sur la compréhension des besoins et des spécificités des enfants. ✓ Nombreux exercices pratiques. ➤ Inclure les compétences requises des agents de maintien de l'ordre. 		
<p>Titre : Human Rights and Law Enforcement – A Trainer's Guide on Human Rights for Police</p> <p>Auteurs : Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme</p> <p>Date : 2002 Nombre de pages : 216</p>		
<p>Cet outil fait partie d'une série de trois documents, et peut être utilisé par des formateurs, des organismes de formation et des officiers de police. Il propose une formation de 7 jours sur les droits humains et l'application de la loi et comprend une session sur la protection des jeunes au regard de la CDE. Les instruments internationaux sur les droits des enfants sont présentés. En plus de l'information théorique, des exercices, des mises en situation et des conseils pratiques sont inclus dans le guide et une évaluation de la formation est prévue.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Guide de formation très élaboré. ✓ Nombreux exercices pratiques. ➤ Inclure un formulaire d'évaluation des connaissances en cours de formation. 		
<p>Titre : Droits de l'homme et application des lois - Manuel de formation</p> <p>Auteurs : Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies</p> <p>Date : 1997 Nombre de pages : 228</p>		
<p>Ce manuel de formation fait partie d'une série de trois documents élaborés à l'intention des formateurs et organismes de formation de la police, des fonctionnaires de la police nationale tant civile que militaire et des composantes de police civile des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. L'un des objectifs poursuivis par ce manuel est de donner la possibilité aux instructeurs et formateurs de la police de dispenser une formation théorique et pratique aux droits de l'homme aux responsables de l'application des lois. Le manuel contient des informations détaillées sur les sources, les systèmes et les normes en matière de droits de l'homme se rapportant à l'application des lois, des orientations</p>		

pratiques ainsi que le texte d'instruments internationaux en annexe. Il est fait mention des instruments juridiques internationaux et régionaux et un guide d'utilisation est disponible. Il contient aussi un guide d'utilisation et des exemples et des exercices pratiques. Les compétences des agents sont indiquées et il est prévu une évaluation des connaissances et de la formation.

La méthodologie de formation suggérée se veut créatives et interactives et englobe plusieurs techniques d'enseignements. Il est ainsi préconisé des les techniques suivantes : groupes de travail, conférences débats, études de cas, discussions de groupe, tables ronde, séances de réflexion, simulation et jeux de rôles, visites d'études, exercices pratiques et auxiliaires visuels.

- ✓ Manuel théorique et pratique au contenu très exhaustif.
- ✓ La formation peut être dispensée selon plusieurs techniques d'enseignement.
- ✓ Inclut aussi en annexe un plan général d'un stage type, un exemplaire de questionnaire à remplir avant et après le stage.

Titre : **Droits de l'homme et application des lois - guide de formation**

Auteurs : **Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies**

Date : **2003**

Nombre de pages : **226**

Ce document est un guide de formation qui vient en complément du manuel de formation ci-dessus. Il a été élaboré à l'intention des instructeurs, des formateurs et des centres de formation de la police ainsi que les fonctionnaires tant civile que militaire de la police nationale. Le guide décrit le contenu des sessions consacrées à un large éventail de sujets liés aux droits de l'homme, décrit les exercices de groupe, donne des suggestions et des conseils aux formateurs, et propose un certain nombre d'outils pédagogiques. Aussi, il est fait référence aux textes internationaux et des exercices sous forme de questionnaire sont prévus.

Tout comme dans le document précédent, la méthodologie de formation met en avant dans ce document un large éventail de techniques efficaces devant permettre d'obtenir l'engagement actif des participants au programme. On observe ainsi les causeries- débat, groupes de travail, conférences débats, études de cas, discussions de groupe, tables ronde, séances de « remue-méninges », simulation et jeux de rôles, tournées d'inspection, travaux pratiques et auxiliaires visuels.

- ✓ Comporte une section sur la méthodologie.
- ✓ La formation peut être dispensée selon plusieurs techniques d'enseignement.
- ✓ Présentation de modèles types de plusieurs documents parmi lesquels un questionnaire à remplir avant le cours, une évaluation- type à l'issue du cours, un programme de cours-type et le déroulement d'un atelier destiné aux officiers supérieurs de la police.

Titre : **Formation aux droits de l'homme (guide de formation)**

Auteurs : **Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies**

Date : **1999**

Nombre de pages : **19**

Ce document complète le guide de formation ci-dessus. Bien que n'étant pas clairement signifié, il semblerait que l'objectif principal est de donner des conseils pratiques et de rappeler aux instructeurs et formateurs certaines informations clés sur l'aspect théorique de la formation aux Droits de l'homme. Il traite essentiellement de la méthodologie que les instructeurs et formateurs de police doivent mettre en place au cours de leur formation. Il réserve aussi une section sur les droits de l'homme et le programme des Nations Unies dans ce domaine.

Le document préconise des méthodes pédagogiques interactives avec notamment les causeries- débat, groupes de travail, conférences débats, études de cas, discussions de groupe etc.

- ✓ Ne couvre pas les DE mais pourrait être un outil méthodologique important dans la conception des programmes de formations des policiers sur les droits des enfants.

Commonwealth

✓ : Point positif

➤ : À améliorer

Titre : **Commonwealth Manual on Human Rights Training for Police**

Auteurs : **Commonwealth Secretariat – Human Rights Unit**

Date : **2006**

Nombre de pages : **238**

Ce manuel est destiné aux formateurs des policiers et des membres de l'appareil judiciaire du Commonwealth. Il s'agit d'un document théorique qui peut être utilisé pour la formation initiale ou continue des policiers, et qui peut leur servir de ressource par la suite. La formation porte sur les droits humains et consacre une section aux enfants et à la Convention relative aux droits de l'enfant. Le document présente une définition de l'enfant en tant que personne vulnérable. Un guide d'utilisation est fourni, et le manuel prévoit une évaluation des connaissances à chaque chapitre.

- ✓ Comprend des indications sur les compétences à développer pour les policiers.
- Présenter plus en détail la Convention relative aux droits de l'enfant et ses principes fondamentaux.
- Offrir davantage de conseils sur la façon d'interagir avec l'enfant dans la pratique.

Afrique du Sud

✓ : Point positif

➤ : À améliorer

Titre : **Report on the SARPPCO Policing Violence Against Women and Children Trainer's Course**

Auteurs : **Southern African Regional Police Chiefs Cooperation Organization (SARPPCO)**

Date : **May 2008**

Nombre de pages : **12**

Ce document est un rapport évaluant la formation offerte aux officiers de police qui a eu lieu du 19 au 24 mai 2008. Cette formation offrait des notions théoriques sur la violence contre les femmes et les enfants, et abordait la question des droits humains et du trafic des enfants. Les instruments nationaux, régionaux et internationaux y étaient présentés. Le manuel comprend un guide d'utilisation et prévoit une évaluation des connaissances et une évaluation de la formation.

- ✓ La formation inclut une section sur la prévention de la violence dans la pratique des policiers.
- ✓ Offre une bonne vulgarisation de la littérature sur la violence contre les femmes et les enfants.
- Inclure des recommandations concrètes.

Canada

✓ : Point positif

➤ : À améliorer

Titre : **Psychologie de l'enquête criminelle – La recherche de la vérité**

Auteurs : **Michel St-Yves, Michel Tanguay**

Date : **2007**

Nombre de pages : **678**

Ce guide de référence s'adresse à tous ceux qui travaillent dans le domaine des enquêtes criminelles ou qui s'y intéressent. Son objectif principal est d'aider les policiers dans leurs enquêtes, ainsi que les autres intervenants : juristes, travailleurs sociaux, criminologues, psychologues et autres professionnels

de la santé mentale, ainsi que les étudiants. Le livre se divise en 4 parties et 20 chapitres, et porte essentiellement sur l'enquête criminelle.

- ✓ Références à des publications traitant du même sujet indiquées à chaque chapitre.
- ✓ Illustration avec des cas réels.

Titre : **Psychologie des entrevues d'enquête – De la recherche à la pratique**

Auteurs : **Michel St-Yves, Jacques Landry**

Date : **2004**

Nombre de pages : **508**

Ce document, qui est également un guide de référence, a d'abord été écrit pour les policiers, mais il s'adresse à tous ceux qui travaillent dans le domaine des entrevues d'enquête ou qui s'y intéressent. Il vise à partager des connaissances sur la psychologie des entrevues d'enquête, et à faire le pont entre la recherche et la pratique. Il traite des entrevues d'enquête et est composé de 4 parties et 18 chapitres.

- ✓ Références à des publications traitant du même sujet indiquées à chaque chapitre.
- ✓ Illustration avec des schémas.

Titre : **L'agression sexuelle envers les enfants tome 1**

Auteurs : **Martine Hébert, Mireille Cyr et Marc Tourigny**

Date :

Nombre de pages :

Ce dépliant fait la promotion d'un livre qui a pour objectif de proposer des pistes d'intervention pour la prévention, l'évaluation et l'intervention auprès des jeunes victimes d'agression sexuelle et leur famille. Il indique que le livre adopte une approche multidisciplinaire (principalement psychologique) qui cerne l'ensemble des facteurs susceptibles d'influencer le vécu de l'enfant victime d'agression sexuelle.

- N'indique pas la date de parution.

Titre : **L'agression sexuelle envers les enfants tome 2**

Auteurs : **Martine Hébert, Mireille Cyr et Marc Tourigny**

Date :

Nombre de pages :

Ce dépliant fait la promotion du second tome du livre précédent. Il a pour objectif d'approfondir la question de facteurs de risque et de conséquences spécifiquement en lien avec l'agression sexuelle, d'exposer les thèmes émergents dans ce domaine et les nouvelles formes d'agression sexuelles et de proposer des pistes d'intervention. Tout comme le premier tome, le livre adopte une approche multidisciplinaire (principalement psychologique) qui cerne l'ensemble des facteurs susceptibles d'influencer le vécu de l'enfant victime d'agression sexuelle.

Titre : **Techniques policières**

Auteurs : **Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec**

Date : **2005**

Nombre de pages : **135**

Ce document est un descriptif détaillé du programme d'études de formation initiale d'une durée de trois ans donnée sur les techniques policières. Il s'adresse aux élèves aspirant à devenir policiers patrouilleurs ou policières patrouilleuses. L'objectif de ce programme d'études est l'acquisition des savoirs

Costa Rica	➤ : Point positif	➤ : À améliorer
<p>Titre : Proceso de sensibilización en Derechos Humanos y prevención de la violencia hacia las personas menores de edad con el personal de seguridad penitenciario del Centro de Atención Institucional Zurquí - (hoja de trabajo sesion 1)</p> <p>Auteurs : Vias Alternas (justicia Penal Juvenil en Centroamérica), DNI (Defensa de Ninas y Ninos-Internacional)</p> <p>Date : _____ Nombre de pages : 1</p>		
<p>Ce document qui se présente sous la forme d'un questionnaire est vraisemblablement un document de formation initiale. Il s'adresse au personnel de la sécurité pénitentiaire du "Centro de Atención Institucional Zurquí". Il prévoit trois sessions de travail et a pour objectif la sensibilisation aux droits humains et prévention de la violence envers les mineurs. Le questionnaire porte sur la protection de la Convention internationale des droits de l'enfant, la signification de l'approche basé sur les droits dans le travail avec des mineurs, les cas de mineurs en situation de vulnérabilité importante.</p> <p>Bien qu'aucun élément de méthodologie de formation ne soit explicitement mentionné, le document semble privilégier une approche basée sur les discussions et l'interaction de groupe.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Questionnaire qui pourrait être davantage étoffé et détaillé, en particulier sur les normes internationales. ➤ Absence de date de publication. 		
<p>Titre : Proceso de sensibilización en Derechos Humanos y prevención de la violencia hacia las personas menores de edad con el personal de seguridad penitenciario del Centro de Atención Institucional Zurquí - (para compartir sesion 2)</p> <p>Auteurs : Vias Alternas (justicia Penal Juvenil en Centroamérica), DNI (Defensa de Ninas y Ninos-Internacional)</p> <p>Date : _____ Nombre de pages : 1</p>		
<p>Ce document est vraisemblablement utilisé dans le cadre d'une formation de type initiale. Il s'adresse au personnel de la sécurité pénitentiaire du "Centro de Atención Institucional Zurquí". Il prévoit trois sessions de travail et a pour objectif la sensibilisation aux droits humains et la prévention de la violence envers les mineurs. Le document contient un bref texte invitant les participants à cette session à se rappeler de certaines erreurs commises durant leur adolescence.</p> <p>Bien que le document ne fasse pas explicitement mention de la méthodologie de formation suivie, il semble privilégier une approche basée sur les discussions et la réflexion de groupe.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Document qui cherche à amener les participants à réfléchir sur le comportement général d'un adolescent. ➤ Absence de date de publication. 		
<p>Titre : Proceso de sensibilización en Derechos Humanos y prevención de la violencia hacia las personas menores de edad con el personal de seguridad penitenciario del Centro de Atención Institucional Zurquí - (hoja de trabajo – sesion 2)</p> <p>Auteurs : Vias Alternas (justicia Penal Juvenil en Centroamérica), DNI (Defensa de Ninas y Ninos-Internacional)</p> <p>Date : _____ Nombre de pages : 1</p>		

Ce document est un questionnaire qui semble être utilisé pour la formation initiale. Il s'adresse au personnel de la sécurité pénitentiaire du "Centro de Atención Institucional Zurquí". Il prévoit trois sessions de travail et vise la sensibilisation aux droits humains et à la prévention de la violence envers les mineurs. Ce questionnaire s'intéresse à la période de l'adolescence notamment à la communication avec un adolescent et aux changements physique, psychologique et social qui sont à l'œuvre durant cette période de la vie d'une personne.

Bien que le document ne fasse pas explicitement mention de la méthodologie de formation suivie, il semble également privilégier une approche basée sur les discussions et l'interaction de groupe.

- S'intéresse à la connaissance du développement de l'enfant.
- Absence de date de publication.

Titre : Proceso de sensibilización en Derechos Humanos y prevención de la violencia hacia las personas menores de edad con el personal de seguridad penitenciario del Centro de Atención Institucional Zurquí - (hoja de trabajo – sesion3)

Auteurs : Vías Alternas (justicia Penal Juvenil en Centroamérica), DNI (Defensa de Ninas y Ninos-Internacional)

Date : Nombre de pages : 1

Ce document se présente sous la forme d'un questionnaire qui semble être utilisé pour la formation initiale. Il s'adresse au personnel de la sécurité pénitentiaire du "Centro de Atención Institucional Zurquí". Il prévoit trois sessions de travail et a pour objectif la sensibilisation aux droits humains et à la prévention de la violence envers les mineurs. Ce questionnaire s'intéresse à la loi, à la procédure et aux sanctions nationales en matière de justice pénale juvénile. Il est brièvement fait référence aux textes nationaux.

Bien qu'aucun élément de méthodologie de formation ne ressorte clairement du document, il semble privilégier une approche basée sur les discussions et l'interaction de groupe.

- Absence de date de publication.

Titre : Propuesta de accion formativa en materia de sensibilizacion en Derechos Humanos y prevencion de la violencia con personas menores de edad para oficiales de la Fuerza Publica del Ministerio de seguridad publica

Auteurs : Vías Alternas (justicia Penal Juvenil en Centroamérica), DNI (Defensa de Ninas y Ninos-Internacional)

Date : Nombre de pages : 56

Ce document est une proposition d'action formative, à la fois théorique et pratique, qui semble s'adresser aux agents de la force publique. Cette proposition renseigne sur le contenu et la méthodologie attendue lors des sessions de formation et prévoit que la durée totale de la formation est de 50 heures. Elle a été produite dans le cadre d'un projet régional sur la justice pénale juvénile. La proposition indique que l'objectif des modules de formation est de sensibiliser l'officier de police aux caractéristiques propres aux mineurs, aux instruments juridiques qui les protègent et aux techniques de communication et de gestion des conflits avec les adolescents et les jeunes. Il est brièvement fait référence aux textes nationaux et internationaux.

La proposition prône une méthodologie participative et interactive qui fasse appel à plusieurs techniques de formation parmi lesquelles les discussions et les débats, les jeux de rôle, le travail de groupe, les études de cas, les sessions de réflexion.

- Met l'accent sur la nécessité pour les agents de la force publique d'intégrer dans l'exercice de leurs fonctions une approche basée sur les droits humains et les pratiques réparatrices avec les mineurs.
- Absence de date de publication.

Titre : **De brazos cruzados a manos tomadas**

Auteurs : **Vias Alternas (justicia Penal Juvenil en Centroamérica), DNI (Defensa de Ninas y Ninos-Internacional) notamment**

Date :

Nombre de pages : **22**

Ce document est une présentation power point qui semble avoir été conçu dans le cadre d'une formation initiale. Il s'adresse vraisemblablement aux gardiens en charge de veiller sur les adolescents et les jeunes en exécution de sanction judiciaire tant dans les centres de détention préventive que dans les centres de privation de liberté. Bien que n'étant pas clairement signifié, il semblerait que le document ait pour objectif de présenter le rôle clé que joue le personnel de sécurité pénitentiaire selon une approche socioéducative en matière de justice pénale juvénile. Le contenu de cette présentation fait référence à la définition de concepts clés, à la structure adoptée lors de chaque module et présente les différents thèmes abordés lors de ces modules de formation. Il est brièvement fait référence aux textes internationaux.

En outre, il semblerait que le document préconise une méthodologie de formation basée sur les discussions et le travail de groupe, l'étude de cas, le questionnaire, l'auto-évaluation ainsi que les jeux de rôles.

- La date de publication n'est pas mentionnée.

États-Unis

✓ : Point positif

➤ : À améliorer

Titre : **Enhancing Law Enforcement Response to Victims – Resource Toolkit**

Auteurs : **International Association of Chiefs of Police Under Grant Awarded by the U.S Department of Justice**

Date : **2008**

Nombre de pages : **42**

Ce document est un outil de formation continue destiné aux officiers de police. Le guide fournit une liste de documents et de ressources sur les droits des enfants applicables par la police.

- ✓ Pour utilisation personnelle.

Éthiopie

✓ : Point positif

➤ : À améliorer

Titre : **Guidelines for Police Working in Child Protection Programs in Ethiopia**

Auteurs : **Save the Children Sweden /Forum for Street Children/The Addis Ababa Police Commission**

Date : **Mars 2004**

Nombre de pages : **43**

Ce document peut être utilisé pour la formation initiale ou continue des officiers de polices et du personnel des services de police impliqués dans les programmes de protection des enfants. Il s'agit d'une formation théorique et pratique sur les droits des enfants, qui inclut des conseils sur le comportement qu'un policier doit adopter lorsqu'il interagit avec un enfant. La définition de l'enfant et les textes nationaux et internationaux sur les droits des enfants y sont mentionnés. Le document aborde également la question de la responsabilité criminelle des enfants.

- ✓ Contient une liste de compétences à développer pour les policiers sur le comportement à adopter avec les enfants.
- ✓ Conseils pour une bonne communication avec l'enfant.
- Ajouter des exercices pratiques.

Titre : **Guide pratique du témoignage en cours d'assises**

Auteurs : **Centre National d'Études et de Formation de la Police Nationale**

Date : 2007

Nombre de pages : 26

Élaboré face à la demande croissante de participation au stage intitulé « Préparation du policier et de l'expert au témoignage en cour d'assises » et à l'impossibilité de la satisfaire en totalité, ce guide a pour objectifs de répondre aux multiples demandes de documentation émanant des services enquêteurs et de permettre aux fonctionnaires dans l'impossibilité de suivre le stage, de trouver des réponses à certaines de leurs interrogations. L'outil s'adresse aux policiers et experts, et semble utilisable tant dans une formation initiale que dans une formation continue. Il ne couvre pas spécifiquement les droits des enfants, mais porte sur le déroulement de la procédure et sur le comportement du policier en cours d'assises, y compris dans les cas impliquant les enfants.

- ✓ Contient des aspects pratiques, comme les techniques de préparation psychologique.
- Prévoir une évaluation des connaissances et de l'impact de la formation.

Titre : **Éléments relatifs aux différents aspects du stress - Support pour la formation du module 4 : « Le policier face à sa situation d'enquête »**

Auteurs :

Date :

Nombre de pages : 87

Support de présentation PowerPoint identifiant les sources de stress et les facteurs antistress dans une situation d'enquête, les différents types de réactions au stress ainsi que les stratégies à adopter par le policier pour faire face au stress. Il ne couvre pas les droits des enfants, mais porte sur les éléments relatifs aux différents aspects du stress des policiers en brigade des mineurs face à une situation d'enquête. Utilisable tant dans une formation initiale que dans une formation continue.

- ✓ Contient des aspects pratiques, comme les stratégies pour faire face au stress.
- Préciser la date de publication et l'auteur; inclure une introduction présentant le contenu de la présentation.

Titre : **La conduite de l'audition d'un mineur "victime"**

Auteurs : **Centre National d'Études et de Formation de la Police Nationale**

Date : 2008

Nombre de pages : 14

Cette présentation PowerPoint a été faite à l'occasion d'une conférence à l'École Nationale de la Magistrature et s'adresse particulièrement aux juges aux affaires familiales (la première page indique « A L'ATTENTION DES J.A.F. »). Elle vise à expliquer les éléments nécessaires pour la conduite de l'audition d'un enfant, notamment un savoir (sur le dossier et sur l'enfant), un savoir faire (à l'aide d'une méthodologie adaptée) et un savoir être (en créant un climat propice à la confiance). Elle propose des éléments sur la connaissance générale du développement de l'enfant, sa psychologie, ses besoins et ses droits. Ce document peut être utilisé tant dans une formation initiale que dans une formation continue.

- ✓ Analyse approfondie de la méthodologie de l'audition.
- Prévoir une évaluation des connaissances et de l'impact de la présentation.

Titre : « **Cursus brigade de protection de la famille** »

Auteurs : **Le centre régional de formation de la police nationale de Gif Sur Yvette**

Date : **2009**

Nombre de pages : **11**

Ce document de formation adressé aux magistrats, gendarmes ainsi qu'aux membres associatifs vise à aider les enquêteurs affectés au sein des brigades locales ou départementales de protection de la famille face à la difficulté singulière qu'ils ont lors qu'ils sont appelés à entendre des mineurs victimes. D'une durée de six semaines, cette formation est dispensée deux fois par an et comprend les phases suivantes : audition du mineur victime, l'auteur d'infractions sexuelles, la préparation du policier au témoignage en cour d'assises, le policier face à sa situation d'enquête dans les affaires de mineurs et enfin les violences sur conjoint et ascendant. Les thèmes pris en considération incluent : le cadre juridique et administratif dans lequel est recueillie la parole de l'enfant, le cadre de saisine des services d'enquête, la méthode mise en œuvre pour recueillir la parole de l'enfant et la valeur intrinsèque de cette parole. La formation est basée sur une bonne connaissance théorique de développement intellectuel, affectif et sexuel de l'enfant, de son langage et de son rapport au temps pour faire en sorte qu'il soit effectivement le principal acteur de l'entretien et non un sujet passif.

- ✓ Présentation de cinq phases définies par la méthodologie de l'entretien par étapes successives.
- Prévoir une évaluation des connaissances et de l'impact de la présentation.

Titre : **La lutte contre la pédopornographie**

Auteurs : **L'office central pour la Répression des Violences aux Personnes (O.C.R.V.P.)**

Date :

Nombre de pages : **30**

Cette présentation portant sur la lutte contre la pédopornographie vise à fournir des notions de base sur la pédopornographie, les signalements pédopornographiques ainsi que sur la répression de la pédopornographie. Les infractions incidentes, les cyberpatrouilleurs et l'enquête sont pris en considération.

- ✓ Aborde la procédure de l'enquête
- Inclure une introduction et préciser la date de publication

Titre : **Le langage non verbal**

Auteurs : **L'office central pour la Répression des Violences aux Personnes (O.C.R.V.P.)**

Date :

Nombre de pages : **7**

Cette présentation explique les différents aspects du langage non verbal des enfants en prenant en considération en particulier : la voix, les mouvements, la gestuelle, les réactions et le regard de l'enfant. L'observation de tous ces éléments est fondamentale pour une connaissance effective de la nature et de la psychologie de l'enfant. Utilisable tant dans une formation initiale que dans une formation continue.

- ✓ Description de chaque élément du langage non verbal
- Préciser la date de publication et inclure une introduction

Titre : **Lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants : réponses français**

Auteurs : **L'office central pour la répression des violences aux personnes (O.C.R.V.P.)**

Date :

Nombre de pages : **52**

Cette présentation analyse la législation nationale de la France par rapport au tourisme sexuel impliquant les enfants et vise à montrer l'importance de la coopération internationale dans le domaine, surtout pour ce qui concerne le développement d'un projet commun entre la police, les ONG et le secteur privé. Elle nous présente aussi des études de cas de Français impliqués dans le tourisme sexuel

dans certains pays de l'Asie et les procédures qui ont été mises en place face à leurs actions.

- ✓ Analyse de cas concrets
- Préciser la date de publication et inclure une introduction.

Titre : **La Convention Internationale des droits de l'enfant et la parole de l'enfant**

Auteurs : **Marc Benassy (Conseiller de la Défenseure des enfants)**

Date : **2009**

Nombre de pages : **3**

Cet article paru en 2009 dans le « Journal des Psychologues » prend en considération les droits proclamés par la Convention Internationale des droits de l'enfant, en particulier par rapport à l'audition des enfants au tribunal et présente les défis à surmonter pour que la parole de l'enfant soit entendue en justice comme une parole pleine, authentique et entière. L'accent est mis sur l'importance de l'intérêt supérieur de l'enfant (notion clé de la CIDE) que les juges des enfants doivent toujours avoir pour guide, sur la connaissance de la nature et de la psychologie de l'enfant qui est nécessaire notamment pour une formation approfondie des juges des enfants et des magistrats en ce domaine.

- ✓ Analyse critique des défis à relever
- Prévoir une évaluation de l'impact de cet article dans le domaine

Titre : **La parole de l'enfant dans la procédure civile**

Auteurs : **Sophie Braive (Vice-présidente aux affaires familiales, tribunal de grande instance de Versailles)**

Date : **2009**

Nombre de pages : **5**

Cet article présente le cadre juridique qui s'impose aux juges aux affaires familiales lorsque celui-ci décide d'entendre un ou plusieurs enfants dans une procédure de divorce ou de séparation et prend en considération les textes existants (avec tous les problèmes posés par ces textes) qui permettent d'envisager ou non le recueil de la parole de l'enfant et, le cas échéant, les conditions de cette audition. La question principale abordée par l'auteur est l'ambiguïté de l'audition de l'enfant : on est partagé entre la nécessité de lui permettre de s'exprimer et celle de lui mettre à l'abri de la procédure, et donc des pressions, et ce, sans lui laisser la responsabilité de ses choix. Dans l'article on trouve la définition de l'enfant et l'accent est mis notamment sur la notion de l'intérêt supérieur de l'enfant (il faut reconnaître l'enfant comme quelqu'un qui a le droit de penser et d'être entendu)

- ✓ Comprend des illustrations par quatre auditions d'enfants
- Prévoir une évaluation de l'impact de cet article dans le domaine

Titre : **La parole de l'enfant dans les procédures pénales**

Auteurs : **Jean-Marc Ben Kemoun (Psychiatre expert près la cour d'appel de Versailles – Coordonnateur du pôle médico-psychologique de l'unité médico-légale des Yvelines)**

Date : **2009**

Nombre de pages : **4**

Cet article propose une analyse des structures existantes qui permettent de recueillir la parole des enfants, afin que ceux-ci ne soient pas soumis à des multiples interrogatoires par les intervenants successifs de la chaîne du signalement, puis de la chaîne judiciaire. Il aborde la nécessité urgente de créer les conditions pour permettre une coordination du recueil de la parole de l'enfant et porte sur l'importance de la formation de l'adulte récepteur, qui doit notamment être formé à transmettre, et non à « vérifier la véracité ». À cette fin, l'article invite à approfondir la connaissance de la nature de l'enfant, sa psychologie et ses besoins.

- ✓ Aborde les éléments fondamentaux pour le recueil de la parole de l'enfant (formation de l'adulte récepteur, nécessité d'un réseau, d'une coordination entre les intervenants...)
- Prévoir une évaluation de l'impact de cet article dans le domaine

Titre : **La parole de l'enfant, la vérité et la loi**

Auteurs : **Liliane Daligand (Professeur de médecine légale, université Lyon-Psychiatre des hôpitaux CHU de Lyon-Expert près la cour d'appel de Lyon)**

Date : **2009**

Nombre de pages : **5**

Cet article aborde le rapport de l'enfant à la vérité et les spécificités du recueil de la parole des enfants qui font si qu'elle ne peut s'improviser (une formation préalable et une spécialisation sont indispensables pour les enquêteurs). Selon l'auteur, refuser la parole à un enfant, c'est lui refuser d'être pris dans son humanité, dans son rapport difficile à l'imaginaire et au réel. L'article invite donc à réfléchir sur le fait que c'est vrai que s'il y a la parole, y la vérité est en question, mais si l'enfant est accepté comme être humain, comme corps parlant, l'effet de sa parole en celui qui l'écoute et qui lui répond est une mise en jeu du rapport vérité/mensonge, comme pour la parole de tout homme.

- ✓ Analyse approfondie du rapport de l'enfant à la vérité
- Prévoir une évaluation de l'impact de cet article dans le domaine

Titre : **Guide de l'entretien avec l'enfant**

Auteurs : **Carole Mariage (formatrice du Centre Nationale d'Études et de Formation) en collaboration avec le Centre de Psychologie de PARIS X- NANTERRE**

Date : **1989**

Nombre de pages : **41**

Ce guide établi dans le cadre du stage "L'entretien avec l'enfant" permettre aux policiers non formés de disposer d'une source d'informations afin de réduire les difficultés liées à la prise de contact avec l'enfant et à l'angoisse qui y est souvent rattachée. Le projet né de la prise de conscience des difficultés que pouvaient rencontrer les policiers dans l'écoute et le recueil de la parole de jeunes enfants victimes de mauvais traitements et d'abus sexuels, donne des éléments de connaissances et des repères pour une plus grande maîtrise du travail policier et il se veut une invitation à la discussion et à la réflexion. Le guide de formation présente les lignes directrices pour la conduite d'un entretien, les principaux modes d'expression de l'enfant pouvant être utilisés en entretien, le déroulement de l'entretien, les techniques facilitant l'échange et les principes généraux applicables aux enquêtes dans le cas d'enfants victimes de violences. Il permet d'approfondir la connaissance de la nature de l'enfant, sa psychologie et ses principaux modes d'expression.

- ✓ Aborde les compétences à développer pour un policier lorsqu'il communique avec un enfant
- ✓ Contient des exemples des techniques à utiliser dans l'écoute et le recueil de la parole des enfants
- Prévoir une évaluation de la formation et des connaissances

Titre : **Guide de l'entretien avec l'enfant -ANNEXE DE 2007**

Auteurs : **Gérard Berthet, commandant de police et formateur au Centre Nationale d'Études et de Formation**

Date : **2007**

Nombre de pages : **26**

Cette annexe présente une mise à jour complète du « Guide de l'entretien avec l'enfant » entraînée par des modifications législatives qui comportent une approche spécifique de l'utilisation de la vidéo. L'application de la loi N°2007-291 du 5 mars 2007 et sa mise en œuvre par des professionnels a donc rendu nécessaire un complément actualisé qui aborde l'enregistrement sous vidéo (ou sonore) de l'entretien avec un enfant victime, la transcription sur procès-verbal de l'entretien, une réflexion sur certains problèmes procéduraux (la confrontation, la rétraction, la fabulation) et une réactualisation des sources documentaires. L'annexe comporte une approche à l'enfant basé sur le respect de sa personne, sur la recherche constant de son développement harmonieux et de son intégration et sur la sauvegarde

des intérêts de l'enfant (la fermeté qui accompagne nécessairement l'action du policier n'est pas en opposition avec une attitude de compréhension et de bienveillance à l'égard de l'enfant).

- Contient un exemple d'un procès-verbal de transcription de l'entretien
- Prévoir une évaluation de la formation et des connaissances

Titre : **Quelques principes pour améliorer la communication en situation d'audition**

Auteurs :

Date :

Nombre de pages : **3**

Ce texte présente les principes pour améliorer la communication en situation d'audition (en particulier avec un jeune enfant), notamment : la nécessité d'énoncer les règles de la conversation, de se mettre au niveau de son interlocuteur en réduisant la « distance intellectuelle », d'adapter ses interventions verbales au mode de fonctionnement verbal et à la maîtrise du langage des jeunes auditionnés et enfin de construire des phrases simples et courtes. L'accent est mis sur le fait que c'est vraiment à l'adulte et à l'enquêteur en situation d'audition d'établir une relation favorisant un dialogue de bonne qualité.

- Analyse de la signification des réponses (évaluatives/interprétatives/exploratoires/compréhensives/de soutien...)
- Inclure une introduction, préciser la date de publication et l'auteur

Titre : **Le témoignage de l'enfant – Validité et limites**

Auteurs : **Carole Mariage-Cornali (Inspecteur Principal de Police)**

Date :

Nombre de pages : **9**

Ce texte présente le débat sur la crédibilité des enfants appelés à témoigner, en considérant la validité et les limites du témoignage de l'enfant. En particulier l'auteur aborde les facteurs qui tendent à augmenter la qualité du témoignage (notamment l'implication et la participation à un événement), les causes des principales erreurs de témoignage chez les enfants ainsi que les pratiques à adopter pour optimiser et améliorer le recueil du témoignage d'un enfant (il est nécessaire d'aménager des conditions d'audition particulières et d'utiliser des techniques et des méthodes spécifiques). L'accent est toujours sur la nature et la psychologie de l'enfant, notamment le fait que l'enfant peut fournir spontanément des témoignages moins détaillés mais aussi valides que ceux des adultes

- Présente les principales erreurs de témoignages chez les enfants (qui seraient souvent provoquées par la forme du questionnement mis en œuvre pour obtenir leur souvenir)
- Inclure une introduction et préciser la date de publication

Titre : **Entretien avec l'enfant- Méthode – Techniques - Outils**

Auteurs :

Date :

Nombre de pages : **1**

Aide-mémoire qui se présente sur une page et qui aborde les types de questions à formuler pour chaque étape de l'audition d'un enfant (mise en relation/mise en confiance, approche du sujet, récit libre, récit dirigé, clôture) ainsi que les techniques et les supports facilitant la communication faces aux difficultés rencontrées au cours d'un entretien avec un enfant (le mutisme, les pleurs, l'instabilité motrice ou logorrhée, les blocages).

- Exemples pratiques des techniques et supports facilitant la communication
- Inclure une introduction, préciser la date de publication et l'auteur

Titre : **L'outil S.V.A. L'expertise de crédibilité du témoignage de l'enfant victime d'abus sexuel**

Auteurs : **Sylvie Dubourgeal-Quey**

Date : **1995**

Nombre de pages : **12**

Cet article présente l'outil S.V.A. (System Validity Analysis – Analyse de Validité d'une Déclaration), expose rapidement le fondement de l'entretien non suggestif, son déroulement et ses objectifs et explique enfin la technique du S.V.A et ses applications concrètes. Le but de cet outil étant de rendre plus opérante pour l'enfant la procédure judiciaire pour éviter ou minimiser la victimisation secondaire de l'enfant et pour mieux garantir la recherche de la vérité, l'auteur insiste particulièrement sur l'importance des connaissances sur la psychologie de l'enfant, afin de créer un cadre d'audition suffisamment respectueux pour que l'enfant puisse se souvenir et parler sans être contaminé.

- Contient les grilles effectivement utilisées dans le S.V.A.
- Prévoir une évaluation de l'utilisation de cet outil.

Titre : **Processus de contamination interrogatoire P.C.I.**

Auteurs : **Christine Olivier-Gaillard (assistante de psychologie-Université Paris X Nanterre)**

Date :

Nombre de pages : **15**

L'auteur offre dans ce document une analyse du processus de contamination interrogatoire, dès que chacun admet que ce processus existe, mais la question « comment cette contamination s'opère » est toujours plus délicate. L'objectif de ce document est donc de présenter des hypothèses explicatives illustrées par des exemples cliniques (une recherche ultérieure devra valider ces hypothèses). Le document aborde le processus de contamination interrogatoire en faisant des précisions sur les compétences conversationnelles de l'enfant et en prenant en considération les précautions à adopter dans la transcription des entretiens, les manifestations de l'enfant (à l'origine du processus) ainsi que les premiers questionnements de l'enfant et le signalement (rencontre avec les professionnels). L'analyse invite à réfléchir sur le fait que la contamination interrogatoire est quasi existante dans tous les cas d'allégations d'abus sexuels; les raisons viennent du déroulement de la procédure.

- Contient des extraits des questionnements de l'enfant
- Préciser la date de publication

Titre : **Documentation du stage : Audition de l'enfant victime – ASPECT PSYCHOLOGIQUE**

Auteurs : **Centre National d'Études et Formation**

Date :

Nombre de pages : **57**

Cette collection des extraits qui portent sur le thème de la psychologie de l'enfant (dans la plupart des cas ce sont enfants victimes d'abus sexuels) a l'objectif de fournir une documentation aux multiples facettes qui peut aider les adultes et les enquêteurs lors de l'audition d'un enfant. Parmi les principaux thèmes abordés nous trouvons les facteurs (affectifs et cognitifs) interférant avec la qualité du témoignage de l'enfant au tribunal et la symptomatologie de l'enfant victime d'inceste qui est notamment complexe et multivariée (les symptômes qui évoquent la possibilité d'abus sexuel envers un enfant peuvent être physiques, physiologiques, ainsi que psychologique/comportementaux). L'exploitation sexuelle d'un enfant entraîne des effets subtils et durables; il s'agit de comprendre l'impact d'un abus sexuel sur un enfant en regard de la psychopathologie générale, qui permet d'axer l'analyse sur la découverte d'éventuels désordres spécifiques et d'aborder les conséquences, à court ou à long terme. Un article présenté dans cette collection se concentre particulièrement sur le dessin, qui peut devenir une alternative à la verbalisation lorsque que l'enfant se trouve dans une difficulté d'élaboration. Essentiellement l'enfant seul détient la signification de son dessin qui lui permet de dire sans proclamer et d'avoir son espace de liberté et d'expression.

- ✓ Chaque extrait présente une référence

- Préciser la date de publication

Titre : **Le droit à la parole de l'enfant**

Auteurs : **Isabelle Corpart (Maitre de conférences à l'Université de Haute Alsace)**

Date : **2005**

Nombre de pages : **9**

Cet article extrait de la « Revue de droit prospectif 2005/4 1809-1819 » porte sur le droit de l'enfant à la parole et présente donc premièrement l'enfant comme un acteur à part entière du droit de la famille, ce que lui permet d'intervenir davantage que ce soit au sein de sa famille ou devant la justice. La parole de l'enfant en famille, la parole de l'enfant en justice, le droit de l'enfant de faire étendre sa parole et la protection de la parole de l'enfant sont parmi les sections principales contenues dans l'article. Selon l'approche de l'auteur, la parole de l'enfant appartient aux magistrats dans leur quête de la vérité – eux seuls peuvent donner aux propos de l'enfant leur juste place. C'est pour cela que les acteurs de la justice doivent améliorer leur approche des sentiments de l'enfant.

- ✓ Mention la CDE
- Élaborer davantage une introduction

Titre : **Répertoire de l'expression enfantine**

Auteurs : **Yves Hiram Haesevoets**

Date : **2000**

Nombre de pages : **27**

Le présent document est un extrait d'un autre document intitulé « L'enfant en questions. La parole à l'épreuve du doute dans les allégations d'abus sexuels ». Il présente les trois modes d'expressions enfantins que sont le langage, le dessin et les jeux. Son contenu à trait à la psychologie et à la connaissance du développement de l'enfant par le biais des modes d'expressions enfantins suivants : le langage, le dessin et les jeux.

Aucune méthodologie de formation n'est indiquée dans ce document.

- ✓ Brève présentation des test du Traumatic Event Drawing Series (TEDS) et du Childhood Hand that disturbs (Davido-CHaD)
- ✓ Comprend une section sur les indicateurs symboliques d'abus sexuels et le dessin comme outil diagnostic.
- ✓ Ne fait pas mention du public cible.

Titre : **La parole et le traitement des enfants: un défaut de prudence et de méthode**

Auteurs : **André Vallini et Philippe Houillon**

Date : **2006**

Nombre de pages : **18**

Ce document est l'extrait d'un rapport fait au nom de la Commission d'enquête chargée de rechercher les causes des dysfonctionnements de la justice dans l'affaire dite d'Outreau et de formuler des propositions pour éviter leur renouvellement. Il présente les méthodes et les règles de prudence à respecter, notamment en matière de procédure, afin que les acteurs socio-judiciaires (services sociaux, la police, le magistrat instructeur) puissent reconnaître et traiter des situations impliquant des mineurs livrant des faux témoignages d'agressions sexuelles. Par ailleurs, il est brièvement fait référence aux textes nationaux.

Aucun élément de méthodologie de formation n'est présenté dans ce document.

- ✓ Parmi les propositions formulées pour redéfinir les conditions du recueil des déclarations des enfants, il est recommandé qu'il soit fait appel à des avocats spécialisés dans la défense des mineurs victimes.

Titre : **Child-Rights-Based Approach and Child-Sensitive Communication in Probation – Trainer’s Guidelines and Aids**

Auteurs :

Date : Nombre de pages : **30**

Ce guide fait partie d’une série de documents de formation sur le droit des enfants. Il consiste en une formation de 6 heures pour les formateurs et vise à développer une approche de la mise en liberté surveillée basée sur les droits des enfants. Le document fait mention des textes juridiques internationaux. Il s’agit d’une formation théorique et pratique, qui inclut une définition des 4 droits fondamentaux des enfants et qui explique les méthodes de communication à utiliser avec les enfants en matière de justice. Le guide fournit des exemples et des exercices de simulation. Il contient un guide d’utilisation, ainsi qu’une évaluation de la formation et des connaissances.

- ✓ Aborde les compétences à développer pour un policier lorsqu’il communique avec un enfant.
- ✓ Formation basée sur des activités pratiques.
- Inclure une introduction et préciser la date de publication.

Titre : **Handouts "Child-Rights-Based Approach and Child-Sensitive Communication in Probation "**

Auteurs :

Date : Nombre de pages : **13**

Ce document fait partie de la même série sur une approche de la mise en liberté basée sur les droits des enfants. Il est destiné aux officiers de police, et comprend, entre autres, la définition des 4 principes fondamentaux des droits des enfants. Il fait mention de la Convention relative aux droits de l’enfant. Il inclut des questionnaires et des formulaires d’évaluation sur les connaissances acquises ainsi que sur la formation elle-même, et sur l’impact de la formation dans la pratique. Un guide d’utilisation y est également présent.

- ✓ Comporte des formulaires d’auto-évaluation.
- Élaborer davantage l’introduction et préciser la date de publication.

Titre : **Training Component "General Juvenile Justice Issues"**

Auteurs :

Date : Nombre de pages : **16**

Ce guide fait partie d’une série de documents pour une formation initiale ou continue sur la justice juvénile et les droits des enfants en Géorgie. Celui-ci prévoit une formation de 6 heures pour les formateurs. Il inclut de l’information théorique ainsi que des exercices et des mises en situation à proposer lors de la formation des officiers sur les 4 principes fondamentaux de la Convention relative aux droits de l’enfant. Les textes nationaux et régionaux y sont également mentionnés. Un guide d’utilisation y est inclus, et une évaluation de la formation est prévue.

- ✓ Formation basée sur des activités pratiques.
- Inclure une introduction et préciser la date de publication.

Titre : **Handouts "General Juvenile Justice Issues"**

Auteurs :

Date : Nombre de pages : **9**

Ce document fait partie de la série sur la justice juvénile et les droits des enfants en Géorgie et s'adresse aux officiers de police. L'objectif est de documenter ces derniers sur les textes relatifs aux enfants. Il fait notamment mention de la CDE, ainsi que des observations du comité sur les droits des enfants concernant la Géorgie et offre une synthèse de la législation en vigueur sur les droits des enfants. Une évaluation de la formation est prévue.

- ✓ Synthèse des éléments-clefs de la justice juvénile.
- Élaborer davantage l'introduction et préciser la date de publication.

Inde

✓ : Point positif

➤ : À améliorer

Titre : **Guidelines for Police Officers of the Special Juvenile Police Unit**

Auteurs : **Special Police Unit for Women and Children (Delhi Police Juvenile Justice Unit)/Department of Women and Child Development**

Date : **Décembre 2009** Nombre de pages : **35**

Destiné aux officiers de police, ce guide a pour objectif de décrire le comportement que ceux-ci doivent adopter dans leur pratique. Il s'agit d'un outil de travail qui peut servir sur le terrain, lors de cas impliquant des enfants dans le besoins ou en conflit avec la loi. Le document aborde les besoins des enfants en matière de justice en se basant sur les textes internationaux portant sur la question. Il peut s'agir d'une formation initiale ou continue. Il est également complété par un manuel pour le formateur.

- ✓ Description du comportement attendu de l'agent.
- Approfondir les parties consacrées aux instruments juridiques et les normes nationales et internationales sur les droits des enfants.

Titre : **Manual for Trainers – Training on Juvenile Justice System for Police Officials**

Auteurs : **Department of Women and Child Development as per Directions of Juvenile Justice Committee of Delhi High Court**

Date : **Octobre 2009** Nombre de pages : **218**

Ce manuel complète le guide destiné aux officiers de police de l'unité spéciale sur la justice juvénile. Il propose une formation de 2 jours sur le droit des enfants pour les formateurs des policiers. Le manuel est un outil théorique et pratique qui comprend des exercices et des mises en situation. La formation porte également sur les enfants dans le besoins et les enfants en conflit avec la loi, et aborde le droit national et international. Il comprend un guide d'utilisation, ainsi qu'une évaluation de la formation.

- ✓ Conseils pédagogiques pour le formateur.
- ✓ Activités pratiques et études de cas.
- Prévoir une durée plus longue pour cette formation.

Titre : **Manual for Training Police on Anti Human Trafficking in India**

Auteurs : **United Nations Office on Drugs and Crimes (UNODC)/Government of India**

Date : **2008** Nombre de pages : **92**

Ce manuel sert également à former les formateurs de policiers. Il consiste en une formation initiale ou continue de un à trois jours sur la traite des personnes, et fournit des informations sur les droits humains – dont les droits des enfants – et inclut des exercices et des mises en situation. Les instruments internationaux sur les droits des enfants y sont présentés. Un guide d'utilisation y est inclus, de même qu'une évaluation de la formation. Le manuel prévoit également une évaluation de l'impact de la formation.

- ✓ Approche basée sur les droits et sur le genre.
- ✓ Mention des attitudes à développer par les policiers.
- Prévoir une durée plus longue pour cette formation.

Maroc	➤ : Point positif	➤ : À améliorer
<p>Titre : Guide des procédures</p> <p>Auteurs :</p> <p>Date : 2006 Nombre de pages : 38</p>		
<p>Ce guide a pour objectif de présenter les violences à l'encontre des enfants prévues par la loi. Son contenu porte sur les procédures à suivre en cas de violences commises envers les mineurs. Il est fait référence aux textes nationaux.</p> <p>La méthodologie, qui semble être celle de l'exposé magistral, obéit au même mode de présentation. Tout d'abord, le type de violence est énoncé. Puis, il est décrit l'acte interdit par la loi et la sanction prévue par le code. Ensuite, il est identifié l'intervenant et le ou les acteurs à informer. Enfin, il est question du devenir de l'enfant.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présentation claire et précise des procédures à suivre en cas de violences commises envers les mineurs. ➤ Il n'est pas fait mention des textes internationaux. 		
<p>Titre : Unité de protection de l'enfance - guide à l'usage des professionnels</p> <p>Auteurs : Mme Najat M'jid et Rajae Sbihi</p> <p>Date : 2007 Nombre de pages : 105</p>		
<p>Ce document est un guide destiné aux professionnels appelés à intervenir dans la protection de l'enfance. Il vient en complément du guide des procédures juridiques élaboré en 2006 dans le cadre de la mise en place des Unités de Protection de l'Enfance (UPE). Ce guide se veut à la fois une synthèse de la formation dispensée aux équipes permanentes et points focaux des UPE de Casablanca et de Marrakech et un support pratique facilitant le travail des UPE. Le contenu de ce guide traite de la connaissance du développement de l'enfant, des différentes formes de violences, de la protection de l'enfant, de l'interaction avec l'enfant. Des sections portent aussi l'accompagnement et le suivi de l'enfant ainsi que l'utilisation d'outils d'analyse. Par ailleurs, les textes nationaux et internationaux sont abordés.</p> <p>Bien que n'étant pas explicité, la démarche méthodologique suivie est très certainement celle d'un exposé magistral.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ce guide est un support pratique qui facilite le travail des UPE ➤ Section portant sur l'analyse d'une situation globale d'un enfant et l'établissement d'un diagnostic ➤ Ne prévoit pas une évaluation des connaissances et de la formation 		

Myanmar		✓ : Point positif	➤ : À améliorer
Titre :	Child sensitive standard operating procedures		
Auteurs :	Mark Lalonde		
Date :	2009	Nombre de pages :	10
<p>Ce document a été conçu à l'intention de tout le personnel de la police nationale. Il vise à préciser les responsabilités, les rôles, et les procédures en rapport avec tout crime, incident et investigation dans lesquels des enfants seraient impliqués en qualité de victimes, témoins, ou en conflit avec la loi. À cette fin, le document procède à une énumération des pratiques policières adaptées aux enfants pendant l'enquête, l'arrestation, ou la détention.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Description précise des droits de l'enfant et des actes à accomplir par la police. ➤ Mentionner les lois nationales en la matière. 			

Ouganda		✓ : Point positif	➤ : À améliorer
Titre :	The Role of the Ugandan Police in the Protection of Women and Children's Legal Rights – A Trainer's Manual		
Auteurs :	UNICEF/Uganda Police Forces		
Date :		Nombre de pages :	143
<p>Cette formation d'une durée de 8 jours et demi s'adresse aux officiers de police, soit comme formation initiale, soit comme formation continue, et porte sur les droits des femmes et des enfants. Le contenu est à la fois théorique et pratique, incluant des exercices et des mises en situation. Les instruments nationaux, régionaux et internationaux y sont présentés. Le document comprend un guide d'utilisation ainsi qu'une évaluation de la formation.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Proposition de plusieurs méthodes pédagogiques. ➤ Prévoir un suivi de l'impact de la formation. 			

Pérou		✓ : Point positif	➤ : À améliorer
Titre :	Curso de capacitación – La policía nacional del Perú promotora de derechos de niños, adolescentes y familia		
Auteurs :	Acción Por Los Niños		
Date :		Nombre de pages :	616
<p>Ce document fait partie d'une série de 5 modules accompagnés d'un recueil de législation sur les enfants et la famille. Il s'agit d'une formation de 8 à 10 jours, qui peut être initiale ou continue, pour les officiers de police de la police nationale. La formation est théorique et porte sur la protection de l'enfant par la police. Le module comprend également un côté pratique, avec des études de cas et des conseils. Il fait mention des textes nationaux, régionaux et internationaux. Un guide d'utilisation y est également inclus.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Formation d'une durée suffisamment longue. ➤ Prévoir une évaluation des connaissances, de la formation, et de l'impact de la formation. 			

République Démocratique du Congo		✓ : Point positif	➤ : À améliorer
Titre : Module de formation de la police nationale congolaise sur la protection de l'enfant			
Auteurs : Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC)			
Date :	Nombre de pages : 43		
<p>Destiné aux officiers de la police nationale, ce module offre une formation d'une durée de 6 heures sur la protection des enfants et le droit des enfants au regard du droit national, de la Charte Africaine et de la Convention relative aux droits de l'enfant. La nature et les besoins de l'enfant ainsi que les développements sur les droits des enfants et en matière de justice y sont abordés. Le document comprend un guide d'utilisation, et des exercices pratiques sont prévus.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Nombreux cas pratiques pour illustrer les propos. ✓ Conseils sur la façon d'interagir avec l'enfant. ➤ Prévoir une durée plus longue pour cette formation. ➤ Inclure des exercices pratiques. 			
Titre : Protection de l'enfant – Aide-mémoire (Partie A)			
Auteurs : MONUC Kinshasa – Section protection de l'enfant			
Date :	Juillet 2005		
	Nombre de pages : 3		
<p>Cet aide-mémoire est offert aux officiers de police nationale et aux forces de l'ordre en complément au guide de formation susmentionné. Il comprend les informations-clefs sur les normes et les standards nationaux, régionaux et internationaux applicables à l'enfant et aux mineurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Rappel des éléments essentiels de la définition de l'enfant et des normes applicables en fonction de l'âge. 			
Titre : Protection de l'enfant – Fiche participant (Partie B)			
Auteurs : MONUC Kinshasa – Section protection de l'enfant			
Date :	Mars 2006		
	Nombre de pages : 4		
<p>Cette fiche est également un complément à la formation de la police nationale congolaise sur la protection de l'enfant. Elle présente une récapitulation de la législation applicable aux enfants. Les instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux y sont mentionnés.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Rappel concis de la législation nationale sur les notions de droits de l'enfant. 			
Titre : Protection de l'enfant – Module sur les forces de l'ordre et la protection de l'enfant – Guide d'utilisation			
Auteurs : MONUC Kinshasa – Section protection de l'enfant			
Date :	Septembre 2005		
	Nombre de pages : 2		
<p>Également complémentaire au document de formation de la police nationale congolaise, ce guide d'utilisation est un récapitulatif du contenu de la formation, d'une durée de 4 à 5 heures. Il définit les objectifs, la méthodologie et la structure de la formation.</p>			

Titre : Police et Droits de l'homme
Auteurs : United Nations Missions in DRC - MONUC Child Protection
Date : Nombre de pages : 19 diapositives

Ce document de présentation PowerPoint s'adresse aux agents de police. La formation a pour objectif d'informer sur le rôle et les responsabilités des policiers en lien avec le respect des droits de l'homme. Elle porte notamment sur la police et l'état de droit, la police et les droits de l'homme, elle aborde le rôle et la conduite de la police ainsi que le respect de la vulnérabilité des enfants notamment ceux victimes d'abus ou qui sont en conflit avec la loi. Il est très brièvement fait mention des normes internationales et nationales et des exemples sont présentés.

- ✓ Aborde le phénomène des enfants de la rue.
- Absence d'évaluation des connaissances et de la formation.
- Absence de développement sur les compétences requises des agents dans leur intervention auprès des enfants en conflit avec la loi ou victimes d'abus.

Titre : Présentation sur la justice juvénile en RD Congo - Section protection de l'enfant- Monusco
Auteurs : Emmanuel Nongera Nkan
Date : Nombre de pages : 13 diapositives

Ce document est une présentation théorique qui pourrait être utilisé tant pour la formation initiale que continue. Elle a pour objectifs d'informer sur le fonctionnement de la justice juvénile en RDC et d'exposer les voies de développement dans ce domaine. Il est essentiellement question de la loi nationale portant protection des enfants, de l'état général de la justice juvénile en RDC ainsi que des défis en matière de justice juvénile. A ce titre, les objectifs de la loi nationale portant protection des enfants, les différentes formes de protection et les défis en matière de justice juvénile sont abordés. Il est fait référence aux textes nationaux et le document mentionne quelques données illustratives de la situation actuelle en RDC. La méthodologie de formation est très certainement celle de l'exposé magistral.

- ✓ Présentation d'un état des lieux sur la justice juvénile en République Démocratique du Congo.
- Absence de date de publication.

Titre : Section Protection de l'Enfant de la MONUC - Module de formation sur les forces de l'ordre et la protection de l'enfant
Auteurs : United Nations Missions in DRC (MONUC)
Date : 2006 Nombre de pages : 30

Ce module de formation d'une durée de 4 à 5 heures est probablement de type continue. Il vise essentiellement le renforcement des capacités de la police congolaise dans ses interventions, autrement dit il a pour objectif de faire en sorte que les participants retiennent et internalisent dans leur pratique policière, les messages clés et concepts de base relatifs aux droits fondamentaux de l'enfant. Le contenu de cette formation théorique a trait à la définition de l'enfant, aux notions de droits de l'enfant, aux droits fondamentaux applicables aux enfants dans les activités et opérations des forces de l'ordre, aux principes directeurs des droits de l'enfant et à la protection de l'enfant contre les violences sexuelles. Les instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux sont mentionnés et des exemples ainsi que de nombreux exercices pratiques sont prévus. Une évaluation des connaissances est aussi incluse. La méthodologie de formation semble être celle de l'exposé magistrale mais elle prône aussi une

approche basée sur la sollicitation directe des participants par le biais d'exercices pratique et l'étude de cas.

- ✓ Section qui porte sur les violences sexuelles notamment le viol.
- ✓ Document qui incite les apprenants, par le biais de questions, à réfléchir sur les sujets abordés dans ce document.
- N'envisage pas un suivi après la formation.

République Dominicaine

✓ : Point positif

➤ : À améliorer

Titre : **Guía para la policía nacional sobre derechos de la niñez**

Auteurs : **UNICEF/Cooperazione italiana**

Date : **Juin 2006**

Nombre de pages : **72**

Ce guide fournit une formation de 50 heures et 4 modules sur les droits des enfants, destinée à la police nationale. Le contenu de la formation est en partie théorique, mais comprend aussi des exercices pratiques et des exemples. Il aborde les instruments juridiques nationaux et internationaux sur les droits des enfants, et aborde les questions reliées à la nature et aux besoins des enfants. Un guide d'utilisation est fourni, et l'évaluation des connaissances ainsi que de l'évaluation de la formation sont prévus.

- ✓ Nombreuses activités pratiques.
- ✓ Comparaison avec les bonnes pratiques dans d'autres pays.
- Offrir des recommandations sur la façon de se comporter avec les enfants.

Royaume-Uni

✓ : Point positif

➤ : À améliorer

Titre : **Human Rights Guidance for Police Authorities Monitoring Compliance with the Human Rights Act 1998**

Auteurs : **Association of Police Authorities**

Date : **Janvier 2009**

Nombre de pages : **28**

Cette formation sur les droits de l'homme fait partie d'une série de formations initiales ou continues, qui s'adressent aux officiers de police. Le guide constitue un outil théorique accompagné de conseils pratiques sur le comportement que la police doit adopter de façon générale et envers les enfants, au regard des instruments juridiques internationaux sur les droits humains, et inclut une section sur les comportements à observer à l'égard des enfants. Le guide comprend des exercices pratiques et des exemples.

- ✓ Liste des bonnes pratiques et compétences à acquérir pour un policier.
- Ajouter des exemples concrets pour illustrer les bonnes pratiques.

Titre : **Politique et procédures de protection de l'enfance: guide pratique**

Auteurs : **Elanor Jackson de Childhope UK et Marie Wernham de Consortium for street Children UK**

Date : **2005**

Nombre de pages : **210**

Ce guide se décompose en neuf documents pdf comprenant une introduction, six parties distinctes complétés par deux annexes. Cet outil pratique, qui pourrait servir à la fois pour la formation initiale ou continue, prévoit un programme de formation de trois jours. Il s'adresse aux ONG, aux organisations de la société civile ainsi qu'aux organisations des secteurs privé, commercial et gouvernemental. Son objectif est de présenter la problématique de la protection de l'enfance dans un contexte organisationnel et proposer des outils d'élaboration, de mise en application, de suivi et d'élaboration de la politique et des procédures de protection de l'enfance. Il est fait référence aux textes internationaux. Il contient un guide d'utilisation ainsi que des exemples et des exercices pratiques. De plus, une évaluation des connaissances et de la formation sont prévus dans le guide. Par ailleurs, un cours de formation complète ce guide. Il a également été conçu pour accompagner d'autres cours proposés par Childhope.

Par ailleurs, le guide ne recommande pas une méthodologie de formation particulière aux formateurs et aux facilitateurs. Il leur suggère simplement d'adapter, s'ils le souhaitent, les études de cas et les exercices pratiques au contexte local et de le compléter par des exemples et des récits adaptés à leur public.

Une version anglaise de ce guide est également disponible.

- ✓ Guide au contenu très exhaustif.
- ✓ Contient en annexe des documents pratiques très pertinents.
- Ce guide ne porte que sur les questions de protection de l'enfance au sein des organisations et ne traite pas la problématique de la protection de l'enfance en dehors du cadre de l'organisation. Il n'aborde pas par exemple les violences infligées aux enfants au sein de leur famille ou dans la rue.

Titre : An outside chance - Street Children and Juvenile Justice - an international perspective

Auteurs : Marie Wernham de Consortium for street Children UK

Date : 2004

Nombre de pages : 199

Bien que n'étant pas clairement indiqué, ce document pratique et théorique pourrait servir tant dans le cadre d'une formation initiale que continue. Il s'adresse à divers acteurs parmi lesquels les responsables politiques, le personnel issu du système judiciaire, les praticiens d'ONG, les académiciens, les lobbyistes, les donateurs publics et privés, les acteurs en matière de droits humains dans les systèmes des Nations Unies et régionaux. Cet outil vise à fournir une vue d'ensemble complète des causes et des conséquences de l'implication des enfants de la rue dans les systèmes de justice criminel dans de nombreux pays. Son contenu fait essentiellement référence à la définition de certains termes, aux principes directeurs et concepts clés, aux instruments normatifs internationaux, à la problématique générale des enfants de la rue et leur traitement dans le système de justice, aux priorités d'interventions et recommandations faites notamment par des enfants. Il est fait référence aux textes internationaux, régionaux et nationaux. Le document offre plusieurs outils pratiques et des exemples concrets.

Aucun élément de méthodologie de formation ne ressort de ce document.

- ✓ Principes directeurs pour reconnaître et réagir face aux enfants victimes de traumatismes.
- ✓ Intègre des recommandations faites par les enfants eux-mêmes.

Soudan

✓ : Point positif

➤ : À améliorer

Titre : Guide de formation du formateur pour une journée d'orientation à l'intention des officiers de police civile déployés par l'AMIS au Darfour

Auteurs :

Date : Juillet 2005

Nombre de pages : 48

Ce guide s'adresse aux formateurs des officiers de la Police civile de l'Union Africaine. Il constitue un document de formation continue sur les droits des enfants dans le contexte de la crise du Darfour. La formation était d'une durée de 7 heures et s'appuyait sur un contenu théorique accompagné d'exercices

pratiques sur les droits des enfants. Le guide comprend également des notions de protection des enfants dans les conflits armés, basées sur les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les instruments régionaux y sont également présentés. Le document inclut un guide d'utilisation ainsi qu'une évaluation de la formation. Un document PowerPoint avec des exercices pratiques complète ce guide.

- ✓ Prévoit des exercices pratiques et des exemples.
- ✓ Formation sur les comportements à adopter et les comportements à proscrire lors d'interactions avec les enfants.
- Prévoir une durée plus longue pour cette formation.

Titre : Protection des enfants en pratique – Orientation pour la Police civile de l'Union Africaine au Darfour

Auteurs :

Date : Nombre de pages : **52**

Ce document PowerPoint accompagne le guide de formation du formateur à l'intention des officiers de police civile déployés par Mission africaine au Soudan (AMIS). Il sert à expliquer les notions de protection des enfants dans les conflits armés en conformité avec la CDE, et aborde également le droit régional en la matière. Il comporte des exercices pratiques et une évaluation de la formation.

- ✓ Section sur le contexte au Darfour, afin de mieux comprendre la situation des enfants.
- ✓ Section sur les comportements à adopter ou à éviter, en fonction des droits de l'enfant.
- Envisager un suivi après la formation.

Titre : UNICEF Training Material on Providing Emotional Support to Survivors of Sexual and Gender Based Violence in Conflict Situations

Auteurs : **UNICEF**

Date : **Août 2005** Nombre de pages : **34**

Ce document, qui a pour objectif d'offrir une formation initiale ou continue aux officiers de police, s'adresse aux formateurs de la police nationale. Il s'agit d'une formation pratique qui traite de la nature et des besoins des enfants, et présente des méthodes pour soutenir tout enfant victime d'abus sexuel. Les instruments juridiques internationaux sont mentionnés. Des exercices pratiques sont fournis, et le document prévoit une évaluation des connaissances. Un guide d'utilisation y est inclus, et une évaluation de la formation est également prévue.

- ✓ Conseils sur les comportements à adopter ou à éviter.
- Ajouter de l'information sur les textes juridiques nationaux en la matière.

Timor Oriental

✓ : Point positif ➤ : À améliorer

Titre : Pocket Rights Card for East Timor Police Service

Auteurs : **Interagency Panel on Juvenile Justice (IPJJ)**

Date : **26 Mai 2004** Nombre de pages : **2**

Ce guide de poche, auquel les officiers peuvent se référer en tout temps, présente une vue générale des droits fondamentaux de l'enfant pendant l'arrestation, l'interrogatoire et la détention. Il mentionne les principes fondamentaux de la Convention relative aux droits de l'enfant.

- ✓ Guide de référence utilisable en tout temps.
- ✓ Rappel des droits et des éléments-clefs à prendre en considération lors d'une intervention auprès d'un enfant.
- Rappeler les comportements à adopter envers l'enfant.

Vietnam	✓ : Point positif	➤ : À améliorer
<p>Titre : Child Friendly Investigation Training Manual – Instructor Manual</p> <p>Auteurs : Ministry of Public Security and UNICEF</p> <p>Date : Septembre 2006 Nombre de pages : 130</p>		
<p>Ce manuel propose une formation de 3 jours sur la justice juvénile destinée aux formateurs des officiers de police en formation initiale ou continue. L'approche utilisée pour cette formation est basée sur l'intérêt de l'enfant. On y aborde les questions touchant à la nature et aux besoins des enfants, et présente les droits des enfants en vertu des textes nationaux, régionaux et internationaux. Le manuel prévoit des exercices pratiques. Un guide d'utilisation est inclus dans le manuel, ainsi qu'une évaluation de la formation. Un manuel du participant pour les officiers de police en formation accompagne celui-ci.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Approche basée sur les droits et l'intérêt de l'enfant. ✓ Présente des études de cas. ✓ Présente des méthodes de communication adaptées à l'enfant. ➤ Indiquer les compétences requises des agents dans la mise en pratique de cette formation. 		
<p>Titre : Child Friendly Investigation Training Manual – Participant Manual</p> <p>Auteurs : Ministry of Public Security and UNICEF</p> <p>Date : Septembre 2007 Nombre de pages : 396</p>		
<p>Ce manuel complète le manuel de l'instructeur pour la formation mentionnée ci-dessus et s'adresse aux officiers de police. Il prévoit une formation théorique et pratique d'une durée de 4 jours sur la justice juvénile, suivant une approche basée sur l'intérêt de l'enfant. Les textes nationaux, régionaux et internationaux sur les droits des enfants y sont abordés, ainsi que la nature et les besoins de l'enfant en matière de justice. Il comporte également un guide d'utilisation, ainsi que des exercices pratiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Exemples de bonnes pratiques et de pratiques à éviter. ✓ Le manuel comporte beaucoup d'informations sur le développement psychologique de l'enfant, ses besoins et la façon pour un policier de se comporter en fonction du contexte et des besoins de l'enfant. ➤ S'étendre davantage sur les principes fondamentaux contenus dans la Convention relative aux droits de l'enfant, et sur les normes nationales, régionales et internationales de façon générale. 		
<p>Titre : Commercial Sexual Exploitation of Children – Police Training Manual and Training of Police Trainers</p> <p>Auteurs : Ministry of Public Security and UNICEF</p> <p>Date : Juin 2007 Nombre de pages : 260</p>		

Ce manuel présente une formation de 3 jours pour les formateurs des officiers de police. Il s'agit d'une formation théorique et pratique sur l'exploitation sexuelle des enfants, qui apporte une définition du trafic humain et de sa prohibition à l'intérieur des textes internationaux, incluant la CDE, ainsi que les textes régionaux. Des exercices pratiques sont prévus, et le manuel contient un guide d'utilisation.

- ✓ Axé sur la protection de l'enfant lors de procédures judiciaires reliées à l'exploitation sexuelle des enfants.
- Prévoir une évaluation de l'impact de la formation.

Titre : **Training on Police Investigation of Child Sexual Abuse**

Auteurs : **UNICEF**

Date : **Janvier 2011**

Nombre de pages : **134**

Cette formation s'adresse aux formateurs des officiers de la police nationale. L'objectif de la formation est de donner aux policiers des outils pour conduire des auditions d'enfants victimes d'abus sexuels. Il s'agit d'une formation théorique sur les droits des enfants et sur la conduite d'interrogatoires, qui mentionne les textes nationaux, régionaux et internationaux. Des exercices pratiques complètent la formation, et les connaissances sont évaluées. Un guide d'utilisation est inclus dans le manuel, ainsi qu'une évaluation de la formation.

- ✓ Définit les bonnes pratiques à développer pour mener une enquête dans le respect des droits des enfants tels que prévus par les normes légales.
- ✓ Nombreux conseils pour mener une entrevue qui mette l'enfant à l'aise, incluant une partie sur les enfants particulièrement vulnérables.
- Inclure un guide d'utilisation.

Annexes

- Tableau d'analyse des outils de formation

Voir fichier Excel